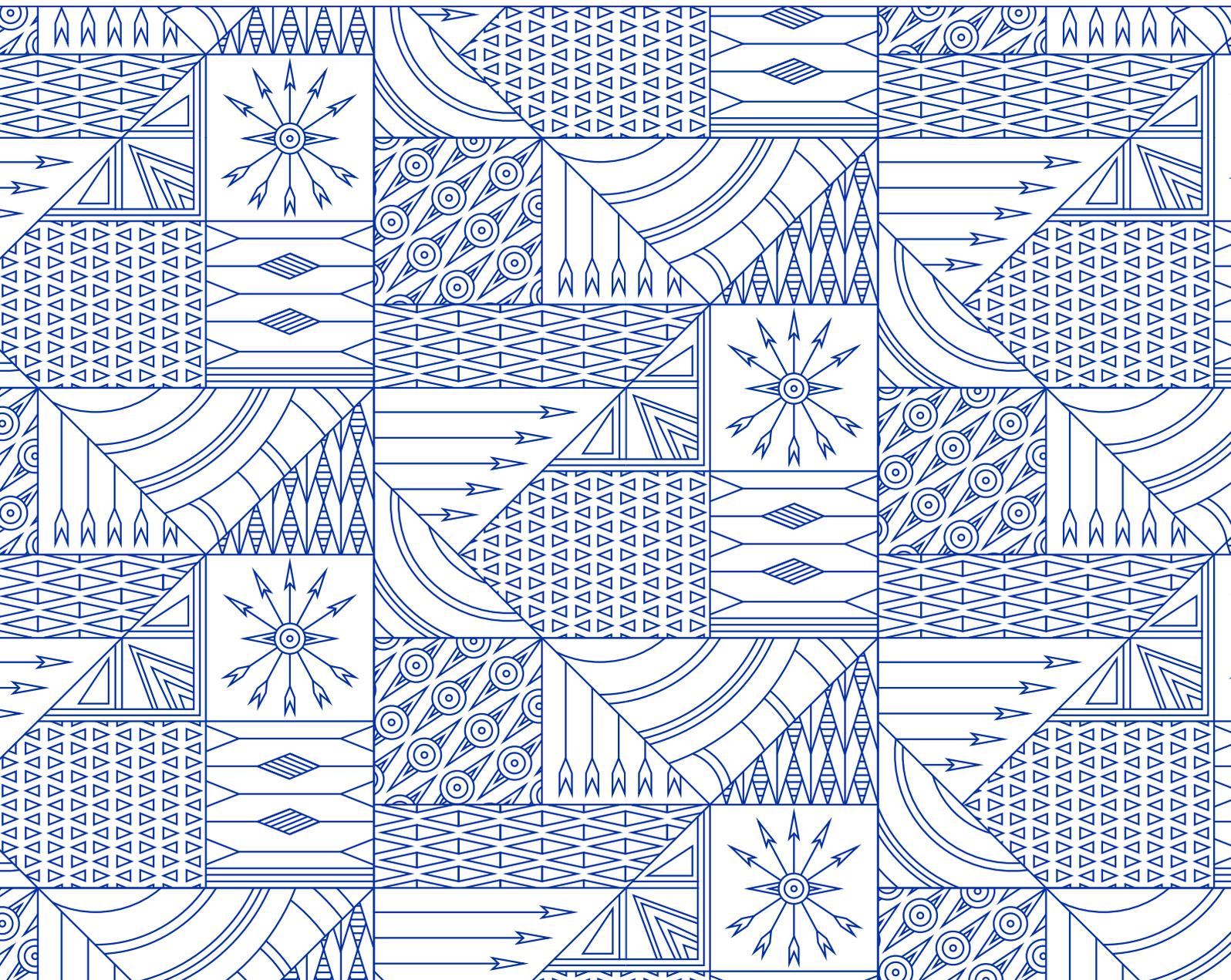




EDMOND
DE ROTHSCHILD

Rapport annuel 2024

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.





EDMOND
DE ROTHSCHILD

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rapport annuel 2024

Sommaire

4 Message de l'actionnaire

5 Message du Comité exécutif

7 | Gouvernement d'entreprise

7 Introduction

8 Structure du Groupe et actionariat

11 Structure du capital

13 Conseil d'Administration

23 Direction générale

31 Rémunérations, participations et prêts

36 Droits de participation des actionnaires

37 Prise de contrôle et mesures de défense

37 Organe de révision

38 Politique d'information

39 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

39 Chiffres-clés

40 Développement durable 2024

42 Rapport du Conseil d'Administration

48 Rapport de l'organe de révision

51 Bilan consolidé

53 Compte de résultat consolidé

54 État des capitaux propres consolidés

55 Tableau des flux de trésorerie consolidé

57 Annexes aux comptes consolidés

94 | Adresses

Message de l'actionnaire

L'année 2024 fut une période de transition, tant sur le plan politique, avec de nombreuses élections qui ont eu lieu, que sur le plan géopolitique, avec un environnement international devenu plus complexe et fragmenté. Malgré les incertitudes croissantes, **Edmond de Rothschild s'est distingué par une solidité remarquable dans l'ensemble de ses métiers.**

Notre histoire familiale prouve qu'en dépit des crises et des vents contraires, les routes du Progrès restent ouvertes à ceux qui les empruntent. Ce cap guide notre action au service de nos clients depuis plus de 250 ans et fonde aujourd'hui encore notre confiance dans l'avenir.

À l'heure où la divergence entre les grandes économies se renforce, l'élection de Donald Trump et la performance des marchés américains ont mis le continent européen face à son destin pour enrayer son décrochage. Les défis de l'intelligence artificielle et de la transition écologique nous incitent à redoubler d'efforts pour rester compétitifs.

Parallèlement, le ralentissement de la croissance chinoise a laissé apparaître en toile de fond la transition vers un monde multipolaire et plus régionalisé. Si cette recomposition des rapports de force entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, est source de tensions, elle offre aussi des opportunités d'investissement dans des économies en plein essor comme le Brésil, le Vietnam, l'Arabie Saoudite et le Maroc.

Prévoir reste essentiel, mais dans un monde incertain, cela exige beaucoup de sélectivité et de réactivité. Cela implique aussi une vision, des choix et une lecture avisée du monde. C'est exactement la façon dont nous concevons notre métier, **faire œuvre financière utile et contribuer à faire du progrès une idée durable.** C'est ce que nous avons fait une nouvelle fois en 2024, à travers des projets de développement ambitieux.

Au Vietnam, nous avons posé les jalons, en partenariat avec BIDV, **de la première banque privée du pays**, pour accompagner le développement économique en Asie du Sud-Est. **Nous avons affirmé notre ambition de soutenir les infrastructures en Arabie saoudite** avec des acteurs locaux tels que la Saudi National Bank, première banque commerciale du pays et le National Infrastructure Fund. Notre fonds Big Data, désormais au-dessus de 3 milliards d'encours, a lancé nos premières solutions en intelligence artificielle pour investir dans les entreprises innovantes. **Nous avons aussi poursuivi notre engagement pour la transition énergétique et climatique** grâce à nos fonds à impact, dont certains dédiés à la dépollution des sols ont été récompensés une nouvelle fois. Dans nos géographies historiques, nous avons continué notre développement, que ce soit en ouvrant un bureau en Belgique à Gand, ou en renforçant nos équipes commerciales pour être au plus près de vous. À Genève, nos nouveaux locaux situés dans l'éco-quartier de l'Etang symbolisent l'engagement de notre Maison en faveur de la rénovation et de la mixité urbaine. Ce déménagement témoigne aussi de notre volonté de rester à l'avant-garde du progrès économique et social.

Plus fondamentalement, c'est ce que nous avons fait **en mettant tout en œuvre pour se distinguer par la qualité de notre conseil et de la relation que nous avons avec nos clients.** Nos équipes se sont largement illustrées en recevant pas moins de 17 prix. Nos performances en gestion de portefeuille se situent parmi les meilleures de nos pairs. Notre collecte nette cette année s'est établie à 6,3 milliards de CHF.

Nous sommes fiers de tout cela, car nous savons que le partenariat que nous avons tissé avec nos clients recèle un pouvoir énorme, celui d'influer sur le monde selon la destination de nos choix.

Je tiens à remercier nos clients, privés comme institutionnels, qui, en nous confiant la gestion de leurs actifs, se retrouvent dans notre engagement pour forger le monde de demain. L'excellence de nos services et la pertinence de notre positionnement me rendent pleinement confiante dans notre capacité à appréhender l'avenir sereinement.



Ariane de Rothschild
Chief Executive Officer Group

Message du Comité exécutif

L'année 2024 a été marquée par un environnement économique contrasté, influencé par des dynamiques globales complexes. Les tensions géopolitiques, la normalisation monétaire après les hausses de taux de 2022-2023 et les incertitudes sur la croissance, notamment en Europe et en Chine, ont pesé sur les marchés financiers européens et chinois. En revanche, la résilience de l'économie américaine a soutenu les indices actions, avec le S&P 500 et surtout le NASDAQ atteignant de nouveaux records.

L'innovation technologique, notamment dans l'intelligence artificielle, et la solidité de la consommation aux États-Unis ont porté plusieurs valeurs américaines. Les cours de bourse des « Sept Magnifiques » regroupant Nvidia, Meta, Tesla, Amazon, Alphabet, Microsoft et Apple ont atteint des niveaux records. En Europe, la croissance a été plus modérée, entraînant des performances boursières moins dynamiques. Certains secteurs, comme la défense et les entreprises liées à l'électrification, ont toutefois tiré leur épingle du jeu. Les marchés émergents ont souffert de la préférence des investisseurs pour les actions américaines, notamment dans le secteur technologique.

Dans l'univers des investissements, les classes d'actifs traditionnelles ont connu en moyenne de bonnes performances, mais contrastées. Les actions ont été portées par des secteurs à forte valeur ajoutée, surtout la technologie, mais aussi les financières, tandis que les obligations d'entreprise ont bénéficié d'un retour des investisseurs recherchant du rendement. Les actifs alternatifs, notamment le private equity, les infrastructures et l'or, ont consolidé leur place dans les portefeuilles des investisseurs à long terme, en quête de diversification et de protection contre l'inflation.

Dans cet environnement exigeant, Edmond de Rothschild a obtenu d'excellentes performances avec une collecte nette de 6,3 milliards de francs suisses, soit une croissance de 3,8% par rapport à 2023. Ces résultats ont été soutenus par une performance robuste des gestions, qui a largement compensé l'appréciation du franc suisse. Nos actifs sous gestion ont ainsi progressé de 12%, atteignant 184 milliards de francs suisses.

Cette réussite a été permise par une dynamique positive sur l'ensemble de nos géographies et de nos métiers, démontrant la pertinence de notre approche et la confiance de nos clients.

La rentabilité de nos activités cœur, à savoir la banque privée et la gestion d'actifs, a par ailleurs progressé, confirmant la pertinence de notre stratégie et de notre modèle de développement.

Notre capacité à répondre aux attentes de nos clients en leur proposant des solutions adaptées à leurs besoins de diversification et de préservation du capital a été un facteur clé de notre succès cette année. Par ailleurs, la poursuite de nos investissements dans nos talents et nos infrastructures a renforcé notre capacité à accompagner nos clients avec la plus grande exigence. L'année 2024 a été marquée par une forte dynamique de recrutement avec une augmentation de 10% du nombre de nos banquiers privés dans nos différentes géographies.

En 2024, Edmond de Rothschild a été distingué à 17 reprises pour l'excellence de ses expertises, confirmant notre place parmi les références du secteur. Ces récompenses témoignent de la qualité de nos solutions d'investissement et de notre approche. Parmi ces distinctions figurent :

- Citywire France : Lauréat de la Meilleure Offre de Services et Meilleure Approche d'Investissement
- WealthBriefing Swiss Awards : Primée pour la Meilleure Stratégie en « Impact Investing »
- The Banker - Financial Times : Récompensé « Meilleure Banque Privée Européenne en Ingénierie Patrimoniale »
- H24 Finance : Edmond de Rothschild Asset Management élue Meilleure Société de Gestion dans la catégorie « encours compris entre 50 et 100 Mds € »
- IJ Global : BRIDGE notre plateforme de dette d'infrastructure remporte l'award « Best Infra Debt Fund Manager - Europe »

Ces distinctions renforcent notre engagement à offrir à nos clients des solutions innovantes et performantes, alignées avec nos valeurs et notre vision à long terme.

L'année 2024 s'est distinguée par une expansion stratégique sur nos marchés clés. Nous avons consolidé notre ancrage en Europe, notamment par le renforcement de nos bureaux en Belgique et dans l'arc alémanique, une région où notre expertise est bien établie.

En septembre 2024, notre déménagement vers l'éco-quartier de l'Étang, réalisé en un temps de préparation record, témoigne de notre réactivité. Ce site rassemble 700 collaborateurs au cœur d'une ancienne friche industrielle de 11 hectares transformés en un lieu multifonctionnel exemplaire de l'urbanité de demain où cohabitent des entreprises et des habitations.

Début janvier 2025, nous avons également complété la migration de la France vers une nouvelle plateforme informatique unique, après celle effectuée en Suisse et au Luxembourg. Cette avancée nous permet de renforcer davantage notre efficacité opérationnelle.

Par ailleurs, notre ambition internationale s'est illustrée par notre entrée sur de nouveaux marchés via des partenariats stratégiques. Le lancement d'une joint-venture en Arabie Saoudite et au Vietnam témoigne de notre volonté d'accompagner les investisseurs et entrepreneurs dans des régions à fort potentiel de croissance. Ces développements s'inscrivent dans notre stratégie de long terme visant à offrir des solutions adaptées aux besoins spécifiques de chaque marché, tout en maintenant l'excellence et l'indépendance qui font notre force.

En conclusion, grâce à nos efforts et résultats en 2024, nous avons renforcé notre position d'acteur d'excellence au service de nos clients. Notre engagement envers l'innovation, la performance et la proximité avec nos clients restera au cœur de notre stratégie en 2025.

Le Comité exécutif

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la Circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2023, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la Circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse :

** Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III.*

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'Administration

Président

Yves Perrier

Vice-Président

Philippe Perles

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock
Benoît Dumont
Christian Gellerstad¹
Tobias Guldemann
Véronique Morali
Lan Yan¹

Comité d'audit

Président

Jean Laurent-Bellue

Vice-Président

Benoît Dumont

Membre

Philippe Perles

Comité des risques

Président

Tobias Guldemann

Vice-Président

Philippe Perles

Membre

Yves Perrier

Comité de rémunération et de nomination

Présidente

Véronique Morali

Vice-Président

Yves Perrier

Membres

Christian Gellerstad¹
Philippe Perles

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 16 et suivantes.

¹ À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée générale extraordinaire

Comité exécutif

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild
Chief Executive Officer Group

Vice-Présidente

Cynthia Tobiano
*Deputy Chief Executive Officer Group
et Responsable ad intérim Banque Privée Internationale¹*

Membres

Philippe Cieutat
Chief Financial Officer

Benoit Barbereau
Chief Operating Officer

Christophe Caspar
Chief Executive Officer Asset Management

Pierre-Etienne Durand
Chief Strategy Officer

Diego Gaspari²
Chief Human Resources Officer

Hervé Ordioni³
Chief Executive Officer International Private Banking

Jean-Christophe Pernollet⁴
Chief Risk Officer

Monika Vicandi⁵
Chief Risk Officer

Stéphane Voyer⁶
Global Head of Human Resources

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 26 et suivantes.

¹ Fonction reprise depuis le 3 juillet 2024 suite à la démission d'Hervé Ordioni

² Jusqu'au 31 mars 2024. Il a été remplacé dès le 17 juin 2024 par Stéphane Voyer

³ Jusqu'au 3 juillet 2024

⁴ Jusqu'au 28 février 2025. Il a été remplacé dès le 1^{er} mars 2025 par Monika Vicandi

⁵ À compter du 1^{er} mars 2025

⁶ À compter du 17 juin 2024

1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 72 à 75 du présent Rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2024			2023		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote						
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A.	58'693,5	100,0	100,0	58'693,5	100,0	100,0

- 1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Hoirie Benjamin de Rothschild en détient 65,75% (89,84% des voix), La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,85% du capital (6,77% des voix), alors que Mademoiselle Camilla Langoux détient 16,52% du capital (3,39% des voix).

1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

	2024		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	586'935	58'694
Total du capital social	58'694		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2024	2023
2.3 Capital social		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694
Total du capital social	58'694	58'694

2.4. Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2024, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts*, entièrement libérées.

À l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nomines »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al.6 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nomines »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nomines ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

3. Conseil d'Administration

3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend neuf membres au 31 décembre 2024 qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Yves Perrier

Président, Français, 1954

Formation

Diplômé de l'ESSEC - Expert-comptable

Parcours professionnel

- 1977 Chargé de Mission dans des cabinets d'audit et de conseil
E. Salustro. PA Consulting
- 1987-1999 Société Générale - Diverses fonctions et notamment
Directeur financier de 1995 à 1999
- 1999-2003 Crédit Lyonnais - Membre du Comité exécutif en charge
des Finances, des Risques et de l'Audit
- 2003-2023 Crédit Agricole
 - Membre du comité exécutif de Crédit Agricole SA
(2003-2021)
 - Directeur général délégué de Calyon (devenu CACIB)
(2000-2007)
 - Président directeur général de CAAM devenu AMUNDI
en 2010 (2007-2021)
 - Directeur général adjoint de Crédit Agricole SA
(2015-2021) en charge du pôle Epargne et Immobilier
 - Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI
(2021-2023)
 - Président d'honneur (depuis mai 2023)

Fonction actuelle

Président du Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Mandats d'administrateur

- depuis 2015 PARIS EUROPLACE
Vice-Président du Conseil d'Administration
- depuis 2020 Fondation de France
Membre du Conseil d'Administration et Trésorier
- depuis 2021 YP Conseil
Président du Conseil d'Administration
- depuis 2021 FIMALAC
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Président du Conseil d'Administration (Membre de 2021 à 2023)
Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination
(Président de 2021 à 2023)
Membre du Comité des risques (dès 2023)
- depuis 2021 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2022 Institut de la Finance Durable
Président du Conseil d'administration
- depuis 2023 Humensis
Membre du Conseil d'administration
- depuis 2023 NextStage Evergreen
Président du Conseil de surveillance
- depuis 2024 Kaufman & Broad
Membre du Conseil d'Administration

Philippe Perles

Vice-Président, Suisse et Français, 1961

Formation

1986	Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
1994	Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

1993-1995	Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève Membre du Directoire Membre du Comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque Gestionnaire de fonds internationaux
1995-2000	Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du développement commercial
2000-2003	Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du développement commercial et produits
2003-2005	Geneva Business Consulting Sàrl, Genève Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
2010-2011	Novel Management Services, Genève Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
2012-2015	Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, Fondateur et Directeur général

Fonction actuelle

depuis 2005	Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg Fondateur et Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
-------------	--

Mandats d'administrateur

depuis 2002	Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Vice-Président du Conseil d'Administration (membre de 2015 à 2023)
depuis 2018 2021-2023 depuis 2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination Membre du Comité d'audit et des risques Membre du Comité d'audit et Vice-Président du Comité des risques
depuis 2016	Bedrock Holdings SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2018	Hyposwiss Private Bank Genève SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques (Membre de 2018 à 2024)
depuis 2019	Inoks Capital SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF) Président du Conseil d'Administration
depuis 2021	Rsdn SA Associé - Fondateur
depuis 2022	Bedrock SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Israel) Président du Conseil d'administration Membre du Comité d'audit et des risques

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980 1980-1987	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004 2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013 2011-2017	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration,
2011-2023 2011-2023	Membre du Comité d'audit et des risques Membre du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président de 2019 à 2022)
depuis 2023	Président du Comité d'audit
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance (Vice-Président dès 2021) et Président du Comité d'audit (dès 2012) et du Comité des risques (dès 2017)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit (dès 2021)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Président du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2019 à 2024) (Président du Conseil d'Administration du 20 juillet 2021 au 24 mars 2022) Membre du Comité d'audit et des risques (Président de 2019 à 2024)
depuis 2023	Société française des hôtels de montagne (SFHM) Membre du Conseil de surveillance

Katie Blacklock

Membre, Britannique, 1973

Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

Mandats d'administrateur

depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2019	Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' CAIF Combined Advisory Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration
2019-2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination
depuis 2021	Health Foundation Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'investissement et d'audit et risques
depuis 2024	NatWest Cushon Master Trust Administratrice de Fonds de Pension - Membre du Trustee Board

Benoit Dumont

Membre, Belge, 1952

Formation

1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

Parcours professionnel

1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
1995-1999	J.P. Morgan, New York
1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

Mandats d'administrateur

depuis 2005	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
depuis 2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
depuis 2013	Edmond de Rothschild Holding SA Vice-Président du Conseil d'Administration
depuis 2014	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'Administration Président du Comité d'audit, des risques et de conformité Membre du Comité de rémunération
depuis 2016	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2019 à 2023)
2019-2023	Vice-Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Vice-Président du Comité d'audit
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Europe) Président du Conseil d'Administration (membre de 2021 à 2023)
2021-2023	Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Président du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2023	Zebra Impact Ventures S.A. - Genève Membre du Conseil d'Administration
depuis 2024	European Golf Association Member of the Executive Committee - Honorary Treasurer

Christian Gellerstad¹

Membre, Suisse et Suédois, 1968

Formation

1989-1993	Master in Business Administration and Economics Université de St. Gall (HSG), Suisse
1996	Certified International Investment Analyst (CIIA) & Certified Portfolio Manager and Financial Analyst (AZEK/CFPI)
2017	Directors' College, Stanford Law School, USA
2016-2019	IMD Board Director Diploma, IMD, Switzerland

Parcours professionnel

1993-1994	Cargill International, Genève, Suisse Trader, Marchés Emergents
1994-1996	Pictet & Cie, Genève, Suisse Analyste financier & Gestionnaire de portefeuille
1996-2000	Pictet Bank & Trust Ltd, Nassau, Bahamas Directeur Général Adjoint
2000-2007	Banque Pictet & Cie (Europe) SA, Luxembourg Président Directeur Général
2007-2018	Pictet Group, Genève, Suisse Equity Partner Directeur Général, Pictet Wealth Management Membre du Comité Exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Tsampehro SA Président du Conseil d'administration
depuis 2013	Afica SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2013	FAVI SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2020	Eliator SA Président et membre du Conseil d'administration
depuis 2020	Nubica SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2021	Investis Holding SA Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit
2021-2024	Lucerne Festival Membre du Conseil de Fondation
depuis 2022	Winder Holding SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2022	Fondation G-F, Barras European Masters Membre du Conseil de Fondation
depuis 2023	Tovra SA Président et membre du Conseil d'administration
depuis 2023	Lovento SA Membre du Conseil d'administration
2019-2024	Crédit Suisse AG (UBS Group) Vice-Président du Conseil d'administration (Membre depuis 2019)
depuis 2024	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ¹ Membre du Conseil d'administration et du Comité de rémunération et de nomination

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'Administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'Administration de CSI / CSSEL, Londres
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de fondation
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
depuis 2025	Fondation Rychenberg, Winterthur Membre du Conseil de fondation (Président dès 2023)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'Administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques (Président de 2022 à 2023)
depuis 2023	Président du Comité des risques
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques

¹ À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée générale extraordinaire

Véronique Morali

Membre, Française, 1958

Formation

Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)
Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection Générale des Finances (1990)

Parcours professionnel

1990-2007 Fimalac, Directeur général

Fonctions actuelles

depuis 2013 Webedia (SA) (pôle digital de Fimalac), Présidente du Conseil d'Administration

depuis 2018 Fimalac (SE), Vice-Présidente du Comité Exécutif et Directrice du Développement

Mandats d'administrateur

depuis 2009 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de surveillance, du Comité d'audit, du Comité des risques et du Comité des rémunérations

depuis 2016 Fondation Nationale des Sciences Politiques
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2020 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2023 Présidente du Comité de rémunération et de nomination

depuis 2021 Fimalac (SE)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2021 Lagardère (SA)
Membre du Conseil d'Administration et
Présidente du Comité d'audit

depuis 2023 Fimalac Développement (S.A.) (Luxembourg)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2023 The Brandtech Group LLC
Membre du Conseil d'Administration,
représentante de Fimalac

Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général :

depuis 2016 Association Le Siècle
Présidente du Conseil d'Administration

depuis 2018 Association Force Femmes
Présidente

Lan Yan¹

Membre, Française, 1957

Formation

1977-1981 Licence de littérature française de l'Université des Langues étrangères de Pékin

1981-1984 Maîtrise de droit international de l'Université de Pékin

1984-1991 Doctorat en droit international de l'Institut universitaire de Hautes Études internationales de Genève

Parcours professionnel

1991 Cabinet Gide Loyrette Nouel, Paris
Collaboratrice responsable des dossiers franco-chinois
Associée dès 1997

1994 Barreau de Paris

1998 Cabinet Gide Loyrette Nouel, Pékin

1998-2011 Directrice
Responsable des activités en Chine

2011-2023 Lazard
- Président et CEO de la Grande Chine
- Vice-Présidente de la Banque d'investissement

Fonctions actuelles

depuis 2024 Fondateur / gestionnaire de LY Consultant Ltd.

Mandats d'administrateur

depuis 2008 Principality of Monaco in Beijing

depuis 2018 HEC Paris
Membre du Conseil consultatif international

depuis 2023 Jeux Olympiques spéciaux d'Asie de l'Est

2018-2024 Château de Versailles

depuis 2024 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.¹

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe

¹ À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée générale extraordinaire

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 64 ans au 31 décembre 2024.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
M. Yves Perrier [#]	2021	2025
M. Philippe Perles [#]	2015	2025
M. Benoit Dumont [#]	2019	2025
Mme Katie Blacklock [#]	2019	2025
M. Christian Gellerstad [#]	2024 ¹	2025
M. Tobias Guldimann [#]	2016	2025
M. Jean Laurent-Bellue [#]	2011	2025
Mme Véronique Morali [#]	2020	2025
Mme Lan Yan [#]	2024 ¹	2025

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2024.

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.6., 3.5.1.5. du Règlement interne) ;

¹ À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée générale extraordinaire

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit, d'un Comité des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2, 3.4.2 et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1 et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.5.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de neuf membres depuis le 11 mars 2024, est présidé par Monsieur Yves Perrier. Messieurs Philippe Perles et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'Administration apparaît en page 10. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts* En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'audit, d'un Comité des risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

Le Comité d'audit

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'audit, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne et de la fonction compliance. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Jean Laurent-Bellue (Président), Benoît Dumont (Vice-Président) et Philippe Perles, pour faire partie du Comité d'audit. Par ailleurs, Monsieur Emmanuel Rousseau exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Le Comité des risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les fonctions de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Tobias Guldemann (Président), Philippe Perles (Vice-Président) et Yves Perrier, pour faire partie du Comité des risques. Par ailleurs, Monsieur Emmanuel Rousseau exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

Le Comité de rémunération et de nomination

En vertu des Statuts* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration.

En 2024, le Conseil d'Administration a désigné quatre membres, soit Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président), Christian Gellerstad¹ et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2024, le Conseil d'Administration s'est réuni six fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport d'activité du CEO et du Deputy CEO ;
4. Rapport d'activité du CFO ;
5. Rapport d'activité des Responsables de Banque Privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'audit ;
10. Rapport du Comité des risques ;
11. Rapport du Comité de rémunération et de nomination ;
12. Divers.

3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ; j) déposer la demande de sursis concordataire et aviser le tribunal ainsi que la FINMA en cas de surendettement.

¹ À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée générale extraordinaire

² Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'Administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS) et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe EdR est déléguée depuis le 14 mars 2019 à EdR (Suisse), conformément à une décision du Conseil d'Administration d'EdR (Holding) S.A. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques », sont déléguées au Conseil d'Administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 64 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le président du Comité exécutif tient régulièrement informé le président du Conseil d'Administration des principales décisions.

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'audit. Il reporte directement au Comité d'audit. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2024, l'Audit interne Groupe comprenait 24 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et du Comité des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le président du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité Exécutif peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'audit a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 64 à 68 du présent rapport.

4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de huit membres au 31 décembre 2024, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe bimensuelles. En 2024, il s'est réuni 23 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.5.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances bimensuelles, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucllements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7, qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité exécutif élargi, un Comité de Direction Banque Privée Groupe, un Comité de Direction Banque Privée Suisse, un Comité de Direction Asset Management Groupe, un Comité de Conformité, un Comité des Risques (Comex), un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité Relations Clients, un Comité de Projet Groupe, un Comité de Réputation Groupe, un Comité d'Éthique, un Comité de Direction des projets IT stratégiques, un Comité Data et un Comité Nouveaux Produits et Services.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

4.1. Membres de la Direction générale

Baronne Benjamin de Rothschild

Présidente, Française, 1965
Chief Executive Officer Group

Formation

1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe
2015-2019	Groupe Edmond de Rothschild Présidente du Comité exécutif

Fonction actuelle

Chief Executive Officer Group
Présidente du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- › Edmond de Rothschild Holding SA
- › Edmond de Rothschild S.A.
- › Edmond de Rothschild (France)
- › Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild
- › Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA
- › Administration et Gestion SA
- › Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)
- › Bodegas Benjamin de Rothschild & Vega Sicilia
- › Fondation OPEJ
- › Mémorial Adolphe de Rothschild
- › Fondation Ariane de Rothschild
- › Edmond de Rothschild Foundation (Israel)
- › Fondation du domaine de Pregny
- › Fondation Edmond Adolphe de Rothschild
- › Fondation Edmond de Rothschild, New York

Vice-Présidente de la Fondation Edmond de Rothschild pour le développement de la recherche scientifique

Membre du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- › Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Compagnie Viticole Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Baronnes et Baron Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)

Cynthia Tobiano

Vice-Présidente, Française, 1976
Deputy Chief Executive Officer Group

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2011	Goldman Sachs London - Merges and Acquisition Team
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Chief Financial Officer and Head of Development Member of the Executive Committee
2013-2021	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer from 2019 to 2021 Member of the Executive Committee Head of Finance, Treasury and Credits Head of Strategy
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Chief Executive Officer Member of the Executive Officer
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer Member of the Executive Officer

Fonctions actuelles

Deputy Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
et Responsable ad intérim Banque Privée Internationale¹
Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild Holding SA

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Vice-Présidente du Conseil d'Administration (depuis 2019)
depuis 2015	Cattleya - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) - Membre du Conseil de surveillance
depuis 2021	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit
depuis 2021	Gitana S.A.S., Membre du Conseil de Direction
depuis 2021	Gitana SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Administration et Gestion SA, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Cogifrance SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Corporation, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Foundation Edmond de Rothschild, New York Vice-Présidente du Conseil d'Administration
depuis 2024	Hottinger Group ² - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2024	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai ³ Présidente du Conseil d'Administration

¹ Fonction reprise depuis le 3 juillet 2024 suite à la démission d'Hervé Ordioni

² À compter du 8 juillet 2024

³ À compter du 24 décembre 2024

Philippe Cieutat

Membre, Français, 1976
Chief Financial Officer

Formation

1998	Graduate from the Institut d'Etudes Politiques de Paris, with honours
2000	ESSEC Graduate School of Management (AACSB accredited in 1997- Equivalent to an MBA degree)

Parcours professionnel

1999-2000	Société Générale Investment Banking, Apprenticeship program in Paris and London
2002-2004	Mazars & Guérard Audit and Consulting, Senior Financial Auditor, Paris
2005-2007	HSBC, Assistant Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2008-2009	HSBC, Senior Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2009-2013	HSBC Global Asset Management, Chief Financial Officer, Paris
2013-2014	HSBC France, Head of Strategy and Planning, Paris
2014-2019	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Chief Financial and Administrative Officer, Paris
2019-2021	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Deputy Chief Executive Officer, Paris
2019-2022	Edmond de Rothschild S.A., General Director

Fonctions actuelles

Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Vice-Président du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2019	Zhonghai Fund Management Company Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Cogifrance, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM (Europe) S.A., Luxembourg - anciennement dénommée OROX Europe SA Président du Conseil d'Administration
depuis 2022	EdR REIM Holding SA (précédemment EdR Real Estate S.A., Luxembourg) Vice-Président du Conseil d'Administration
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration Vice-Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Hottinger Ltd ¹ Membre du Conseil d'administration
depuis 2024	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild ² Membre du Conseil de fondation
	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai ³ Membre du Conseil d'administration

¹ À compter du 3 mai 2024

² À compter du 8 octobre 2024

Benoit Barbereau

Membre, Français et Suisse, 1972
Chief Operating Officer

Formation

1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (ENSEEIH)
1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC), Cergy
2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique (Coursera / Stanford University)

Parcours professionnel

1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
2002-2004	BNP Paribas, Paris, Chef de projet
2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
2011-2019	UBP (Suisse) SA, Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque Privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
2014-2019	UBP Investment Advisors SA Membre du Conseil d'Administration

Fonctions actuelles

Groupe Chief Operating Officer
Responsable IT et Opérations du Groupe
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du Groupe Edmond de Rothschild
depuis 2023	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Membre du Conseil de fondation

³ À compter du 29 juillet 2024

Christophe Caspar

Membre, Français, 1971
Chief Executive Officer Asset Management

Formation

1990-1995 Reims Management School
1996-1999 Royal Holloway, Université de Londres
2002 CFA Charterholder

Parcours professionnel

1999-2005 Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
2006-2008 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
2008-2009 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
2009-2016 Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
2016-2018 Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
2018-2019 Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
depuis 2019 Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA

Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset Management
Global CEO Asset Management
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)
Président du Conseil d'Administration et membre du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset Management (UK)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2019 Edmond de Rothschild SICAV, France
Président du Conseil d'Administration
depuis 2020 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd
Président du Conseil d'Administration
depuis 2022 Edmond de Rothschild REIM Holding SA
Président du Conseil d'Administration
depuis 2023 Edmond de Rothschild (UK) Ltd
Président du Conseil d'Administration¹

Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976
Chief Strategy Officer

Formation

1994 Baccalauréat C (mention bien)
1994-1995 Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
1995-1998 ESSEC
1997 Kellogg (Northwestern), échange en MBA - Chicago
2005 INSEAD, MBA - Fontainebleau

Parcours professionnel

1998-2000 Renault - Londres
Contrôleur de gestion
2000-2004 Olivier Wyman - Paris
Consultant
2006-2013 Bain & Company - Paris
Partner

Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement
Membre du Comité exécutif

Diego Gaspari¹

Membre, Argentin et Italien, 1969
Chief Human Resources Officer

Hervé Ordioni²

Membre, Italien, 1964
Chief Executive Officer International Private Banking

¹ Jusqu'au 31 mars 2024. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III (cf. page 27 du rapport annuel 2023).

² Jusqu'au 3 juillet 2024. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III (cf. page 27 du rapport annuel 2023).

Jean-Christophe Pernollet¹

Membre, Français, 1966
Chief Risk Officer

Formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management - EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York
2021	Corporate Director Certificate, Harvard Business School

Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'Administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014	Swissquote Bank Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président dès 2022)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES) Président du Conseil d'Administration
depuis 2015	Swissquote Group Holding Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président du Conseil de fondation
depuis 2015	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Comité d'audit (Vice-Président en 2020 - Président depuis 2021)
depuis 2015	Rotomobil SA - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai Membre du Conseil d'Administration

Monika Vicandi²

Membre, Suisse, 1967
Chief Risk Officer

Formation

1993-1994	Court clerk, Hinwil District Court
-----------	------------------------------------

Parcours professionnel

1996-2000	Legal Counsel, Winterthur International
2000-2011	Head of Legal Compliance, UBP, Zurich
2011-2020	Member of the Legal and Compliance Working Group, Liechtenstein Chamber of Commerce and Industry
2011-2020	Various positions, VP Bank AG, Vaduz
2021	Head Tax Zurich, Member of the Executive Committee (50%), BRP Tax SA, Zurich
2021-2024	Member of the Management Board, ODDO BHF Group
2024	Expert, Interministerial Committee for Export Credit Guarantees, Berlin

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance²
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

2021-2024	ODDO BHF Group, Membre du Comité Exécutif
2022-2024	ODDO BHF Asset Management GmbH Membre du Conseil de surveillance
2022-2024	ODDO BHF (Schweiz) AG Membre DU Conseil d'administration
depuis 2025	Smzh ag, Membre du Conseil d'administration
depuis 2025	Edmond de Rothschild (UK) Ltd ² Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2025	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd ² Membre du Conseil d'administration et du Comité des risques
depuis 2025	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai ² Membre du Conseil d'administration (sous réserve de l'approbation de la DFSA)

¹ Jusqu'au 28 février 2025

² A compter du 1^{er} mars 2025, en remplacement de Jean-Christophe Pernollet

Stéphane Voyer¹

Membre, Français, 1971
Global Head of Human Resources

Formation

1989-1990 Lycée de la Versoie, Thonon-les-Bains
1989-1990 Institution Les Chartreux, Lyon
1990-1993 Burgundy School of Business - BSB

Parcours professionnel

1994-2004 Procter & Gamble France & Europe,
Sales, Marketing and HR Manager
2004-2007 Procter & Gamble France
Managing Director & HR Head, Prestige Beauty
& Professional Hair Care
2007-2008 Pierre Fabre Group, Vice-President, Global HR
2008-2011 LVMH, Senior Vice-President HR
2008-2014 LVMH, Senior Vice-President, Global Talent Management
& International
2014-2016 Moët Hennessy, Senior Vice-President, Global Human
Resources
2016-2022 LVMH Japan, Senior Vice-President Human Resources
2022-2024 Parfums Christian Dior, Senior Vice-President,
Global Human Resources

Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines¹
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

Fondation BSB (Burgundy Business School)
Membre du Conseil d'administration
depuis 2024 Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild
Membre du Conseil de Fondation

¹ A compter du 17 juin 2024, en remplacement de Diego Gaspari

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

5. Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques dans l'absence de discrimination qu'elle soit liée au genre, à la nationalité, à l'apparence physique ou à l'état de santé.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération et de nomination appartient statutairement au Conseil d'Administration.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'Administration et du Comité exécutif appartient statutairement au Conseil d'Administration.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée générale du 25 avril 2024, quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président) ainsi que Christian Gellerstad et Philippe Perles. Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché notamment au travers de participations aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2024, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 34% (rémunération différée octroyée, possiblement différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- › des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- › un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- › pour les employés de l'activité Asset Management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités Européennes pour répondre aux exigences réglementaires. Au sein de certains métiers, des instruments spécifiques liés à la performance de l'activité sont mis en place dans une optique d'alignement des intérêts et de rétention des talents :
 - Private Equity : mécanisme d'investive plan LTIP PE
 - Real Estate : Recurring Business Program

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag-along / tag-along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le plan ESP de 2020 a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées. Cela reste applicable pour les plans suivants.

Pour le plan 2025, au titre des rémunérations 2024, 178 collaborateurs participent à l'ESP au niveau du Groupe. Le nombre de participants est de 53 pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses succursales.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2024 - du programme de cash différé indexé en Suisse (Quasi ESP).

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'Administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est ensuite soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils sont aussi éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles à l'ESP.

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- › qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;
- › quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Le versement d'un bonus est entièrement discrétionnaire et n'est garanti ni dans son principe ni dans son montant. Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit. Le versement d'un bonus, même répété, ne crée aucun droit pour le Collaborateur.

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6.). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts* et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut exercer ses droits sociaux, en particulier son droit de vote, par l'intermédiaire d'un représentant de son choix, actionnaire ou non, muni d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions ou des voix peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*
3. *Un ou plusieurs actionnaires, représentant ensemble le 5% au moins du capital-actions ou des voix peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation d'une assemblée générale doit être requise par écrit. Les objets de l'ordre du jour et les propositions doivent être mentionnés dans la requête.*

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date à laquelle elle doit avoir lieu, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.*
2. *La date, l'heure, la forme et le lieu de l'assemblée générale, les objets portés à l'ordre du jour, les propositions du Conseil d'Administration, le cas échéant, les propositions des actionnaires, accompagnées d'une motivation succincte ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant indépendant sont mentionnés dans la convocation.*

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

¹ Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Alex Astolfi est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2024, en remplacement de Christophe Kratzer qui a terminé son mandat débuté en 2019.

8.2. Honoraires de révision

L'annexe 30 «Autres charges d'exploitation» du rapport annuel du groupe EdR Suisse détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2024, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

8.3. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2024 ont été présentés au Comité d'audit lors de sa séance du 28 août 2024. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit, au Comité des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.com, sous la rubrique « Relations investisseurs » :
<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » :
<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Contacts

CFO

Monsieur Philippe Cieutat
Directeur financier
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
p.cieutat@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert
Group Head of external affairs
Edmond de Rothschild
T. + 41 58 818 87 87
f.gaubert@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.com
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Chiffres-clés

du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) SA

Chiffres-clés du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse)

	2024	2023	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	193'524	213'045	(19'521)	(9,2)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	716'542	677'384	39'158	5,8
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	118'484	158'573	(40'089)	(25,3)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(854'043)	(819'873)	(34'170)	4,2
Résultat brut d'exploitation	206'653	243'074	(36'422)	(15,0)
Résultat opérationnel	92'732	150'424	(57'693)	(38,4)
Bénéfice du Groupe	74'569	101'422	(26'854)	(26,5)
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres ^(*)	5,7	7,5	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,5	0,6	-	-
<i>(*) après déduction des dividendes</i>				
Actions (en CHF)				
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	118	175	(57)	(32,6)
	2024	2023	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	4'857'136	5'845'151	(988'015)	(16,9)
Créances sur la clientèle	4'863'684	4'475'500	388'184	8,7
Engagements envers les banques	894'749	731'923	162'826	22,2
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	12'687'178	12'667'757	19'421	0,2
Fonds propres	1'404'220	1'416'275	(12'055)	(0,9)
Total du bilan	16'553'894	16'424'344	129'550	0,8
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	19,4%	20,9%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	19,7%	21,2%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	193,2%	220,0%	-	-
Ratio de levier en %	6,7%	6,6%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	183'797	163'391	20'406	12,5
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>11'851</i>	<i>10'491</i>	<i>1'360</i>	<i>13,0</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>6'267</i>	<i>9'876</i>	<i>(3'609)</i>	<i>-</i>
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	2'649	2'538	111	4,4
- en Suisse	761	722	39	5,4
- à l'étranger	1'888	1'816	72	4,0
Effectif à la fin de la période	2'693	2'591	102	3,9
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'646	2'523	123	4,9

La durabilité

au sein du groupe Edmond de Rothschild

Un modèle d'affaires basé sur des convictions fortes

Familial, indépendant et spécialisé, le groupe Edmond de Rothschild a été fondé sur la conviction que la richesse est une opportunité pour construire le monde de demain. Cela nous donne l'indépendance et le courage nécessaires pour maintenir une vision de long terme profondément ancrée dans le réel, loin de la spéculation et de l'immatériel, qui est au croisement de trois idées :

- > Notre vision active de l'investissement
- > Notre façon de nous projeter dans les défis de demain
- > Notre volonté d'adopter une approche pragmatique et de mener des actions simples, claires et mesurables.

Les convictions qui guident nos activités depuis plus de 250 ans nous aident à prendre des décisions équilibrées et à conjuguer une vision pionnière avec apprentissage du passé. Nous veillons à une gestion rigoureuse des risques, financiers et extra-financiers, pour que rentabilité et durabilité soient systématiquement associées.

Chez Edmond de Rothschild, notre ambition est de fournir de la valeur partagée en étant tournés vers l'avenir et en respectant notre héritage. Nous conjugons cette responsabilité avec la capacité à innover et à questionner les statu quo afin de proposer des solutions financières innovantes pour nos clients. Notre approche place le progrès humain en première ligne.

L'exigence principale pour accomplir notre mission est un haut degré de responsabilité et d'éthique. Grâce à cela, et à une gouvernance d'entreprise responsable, nous pouvons nous pouvons viser un développement équilibré sur le long terme et maintenir la confiance de nos parties prenantes.

Objectifs Stratégiques de durabilité

Notre approche, dans toutes nos activités, consiste à construire des relations de confiance avec nos clients et nos collaborateurs et à concilier durabilité et rentabilité pour créer de la valeur sur le long terme. Pour nous, il ne peut plus exister de distinction entre la performance financière d'un actif et son caractère durable.

Grâce à l'esprit entrepreneurial historique de notre Maison, nous voulons être acteurs de la transformation et participer activement à l'émergence de solutions porteuses d'impact positif pour la société. Les actions pouvant avoir un impact positif dans l'économie réelle sont pour nous le meilleur moyen de bâtir un héritage concret. Nous abordons ainsi l'investissement, sous toutes ses formes, comme un moyen d'effectuer une contribution positive.

Nos ambitions sont alignées avec les valeurs de la famille Rothschild, qui a toujours fait de l'investissement, financier ou humain, un vecteur de changements positifs et d'avancées sociétales. Pour notre actionnaire, la durabilité s'inscrit de manière transverse au sein du Groupe afin de pouvoir saisir les opportunités et effacer les freins engendrés par les enjeux de durabilité et ce sur les 5 piliers suivants ;



ENTREPRISE RESPONSABLE

- > Intégrer des enjeux de durabilité dans les trois lignes de défense
- > Intégrer des enjeux de durabilité dans le code d'éthique du Groupe
- > Engager les instances dirigeantes sur les risques de durabilité



INVESTISSEMENT DURABLE

- > Augmenter les exigences en Investissements Durables
- > Formaliser la prise en compte du risque climat
- > Déployer des formations continues sur toutes les thématiques de finance durable



CAPITAL HUMAIN

- > Renforcer l'engagement et la cohésion sociale
- > Partager et vivre la culture Edmond de Rothschild
- > Investir dans le développement de notre capital humain



IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- > Optimiser les consommations d'énergie
- > Poursuivre notre projet d'insetting
- > Progresser dans la gestion responsable des déchets



ENGAGEMENT SOCIÉTAL

- > Participer aux transformations sociétales par nos activités
- > Rendre compte de nos engagements externes
- > Protéger nos parties prenantes

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 17 avril 2025

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2024 a été marquée par des tensions internationales encore très élevées, un début de normalisation monétaire et une accentuation du décrochage économique et politique de l'Europe. Pendant que le conflit russo-ukrainien entrait dans sa troisième année et que les opérations militaires de l'armée israélienne s'étendaient au Liban, les perspectives économiques se sont assombries en Europe, affectée par une instabilité politique croissante en France, en Allemagne et au Royaume Uni. En parallèle, l'incertitude est restée forte aux Etats-Unis, pendant tout le déroulement de la campagne pour l'élection présidentielle, marquée par des rebondissements inattendus et une victoire assez nette du camp Républicain.

Dans ce contexte perturbé, les Banques Centrales ont pris des chemins différents pour répondre au mieux aux enjeux auxquels les ensembles économiques ont dû faire face : alors que l'inflation semblait être revenue à un niveau raisonnable, la BCE a commencé à baisser ses taux directeurs à l'été pour soutenir une activité économique pénalisée par des prix de l'énergie encore élevés ainsi des perspectives négatives pour l'industrie et le niveau des exportations. La croissance aux Etats-Unis, à l'inverse, a atteint un niveau conforme aux attentes. La FED est restée prudente en maintenant stables ses taux d'intérêt, anticipant ainsi la mise en place de mesures protectionnistes par la nouvelle administration et un retour de l'inflation. Pour soutenir l'économie et les exportations, la BNS a de son côté pris l'initiative de baisser ses taux, pourtant moins élevés, avant les autres institutions monétaires. Après avoir tenu pendant plus d'une décennie une politique monétaire accommodante et face à une inflation tenace enfin, la BoJ a, quant à elle, relevé le niveau de ses taux, malgré une conjoncture encore fragile.

L'instabilité politique a pénalisé les acteurs économiques en France, en Allemagne et au Royaume Uni, avec la montée des partis politiques contestataires. Paralysés par des coalitions gouvernementales fragiles et des majorités parlementaires instables, les gouvernements de ces pays n'ont pas été en mesure de mettre en place les politiques de long terme à même de soutenir leurs économies. Face aux enjeux posés par l'intelligence artificielle, domaine dans lequel les acteurs de la Tech américaine et chinoise ont pris quelques longueurs d'avance, les investissements indispensables tardent à venir en Europe.

Les pays asiatiques ont renforcé leurs positions sur les exportations, notamment dans les domaines des composants électroniques et des voitures. Bénéficiant d'un accès à une énergie relativement bon marché achetée à la Russie, la Chine a été le fer de lance de ce mouvement. La deuxième économie mondiale sort à ce stade renforcée, alors que des menaces importantes planent autour son secteur immobilier et que les Etats-Unis s'approprient certainement à relever leurs droits de douane sur les produits manufacturés, en particuliers chinois.

La campagne électorale a réveillé les tensions qui traversent la société américaine depuis de longues années. La crainte d'un déclassement de la *middle-class*, appauvrie par l'inflation élevée des années post-Covid, a favorisé le retour au pouvoir des idées protectionnistes après un intermède de quatre ans. Cette perspective a porté les entreprises outre-Atlantique, ainsi que les indices boursiers qui ont largement dépassé leurs plus hauts historiques.

L'industrie financière a dû faire face à tous ces enjeux pour soutenir l'investissement, les échanges et la demande de crédit tout en étant sélective sur le choix des projets à accompagner.

Ancré dans l'économie réelle, engagé de longue date dans l'investissement à impact, le groupe Edmond de Rothschild voit sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux. Cette stratégie délivre de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2024, Edmond de Rothschild a ainsi engrangé des succès commerciaux importants sur l'ensemble de ses activités, fort de sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Le Groupe continue de s'adapter aux attentes de la clientèle et lui apporte davantage d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Cette démarche d'amélioration continue et engagée depuis plusieurs années déjà, repose sur la modernisation de l'organisation interne du Groupe, de ses outils et l'enrichissement des contenus. Un accent particulier est mis sur les thématiques d'investissement pour offrir aux clients des solutions qui vont au-delà de la performance financière et qui sont ancrées dans l'économie réelle.

Le Groupe a continué en 2024 à renforcer ses équipes commerciales et de gestion pour soutenir ses ambitions de développement sur l'ensemble de ses géographies, tant en Banque Privée qu'en Asset Management.

Organisée en trois pôles, la Banque Privée a poursuivi son développement au cours des douze derniers mois :

- La Banque Privée Internationale a engrangé de très bons résultats commerciaux tout en accueillant de nouveaux banquiers en Suisse, sous la responsabilité de François Pradervand, et à Monaco sous la responsabilité de Gérard Ohresser,
- La Banque Privée Europe, sous responsabilité d'Yves Stein a poursuivi la transformation et a renforcé ses positions au Luxembourg et en Belgique,
- La Banque Privée France (incluant le Corporate Finance et les activités de courtage en assurance), sous la responsabilité de Renzo Evangelista, a poursuivi le renforcement de ses équipes sur Paris et en province.

En 2024, l'ensemble des Banques Privées du Groupe a enregistré une collecte nette positive de CHF 3.2 milliards.

La Banque Privée, métier historique du Groupe, accompagne ses clients privés de façon dynamique et anticipe au mieux leurs besoins. Pour cela, le Groupe a constitué une gamme de produits et de services, au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs. La Banque Privée a ainsi développé la capacité d'assembler pro-activement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose pour cela un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opérations de M&A, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, prise en compte des contraintes patrimoniales propres à la cession d'une entreprise à capitaux familiaux.

Tous ces savoir-faire sont orchestrés par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer une allocation stratégique pour les clients.

Dans le contexte de forte incertitude économique, les équipes de banquiers, ont été très proches de leurs clients pour les informer et les conseiller dans cette période particulièrement inédite sur les marchés et gérer au mieux leurs portefeuilles.

En 2024, fort de ses convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a poursuivi le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, thématiques d'investissement, produits structurés).

Par ailleurs, les équipes de Gestion Conseillée ont su, dans ces périodes de forte volatilité, être très présentes auprès des clients pour gérer au mieux leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont aussi significativement progressé.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue de proposer de façon maîtrisée son offre de crédit. Dans un environnement contraint par le niveau élevé des taux d'intérêt, les encours de crédits tirés ont légèrement baissé au cours de l'année : ils s'élèvent à près de CHF 7 milliards à fin 2024.

Les activités d'Asset Management, sous la responsabilité de Christophe Caspar, ont poursuivi leurs actions de transformation depuis plusieurs années :

- L'organisation cible du pôle immobilier est désormais en place et permet d'adresser à ses clients l'ensemble des services attendus sur les marchés et secteurs d'investissement sélectionnés,
- Les activités de gestion sous mandat et de gestion conseillée pour la clientèle privée sont quant à elles désormais placées sous la responsabilité de Nicolas Bickel,
- Les thématiques de gestion phares sur les fonds liquides et les expertises de private equity continuent d'être privilégiées,
- Enfin des recrutements ciblés à Dubaï et en Israël permettent de développer les capacités des équipes de distribution du Groupe sur de nouveaux marchés.

En 2024, une collecte nette de CHF 3.1 milliards a été atteinte en Asset Management. Les gammes de produits liquides, le private equity et la dette d'infrastructure ont contribué positivement à cette performance globale.

Concernant les actifs liquides, la collecte a été positive sur les thématiques fixed income, notamment en Corporate debt, ainsi qu'en multi management et managed account.

L'ensemble des classes d'actifs réels (immobilier, dette d'infrastructure et private equity) ont continué à se renforcer avec une collecte nette de CHF 0.5 milliards et une masse sous gestion qui atteint CHF 21 milliards.

Edmond de Rothschild Private Equity a poursuivi activement sa croissance, dépassant la barre des CHF 4.0 milliards d'encours sous gestion, avec une collecte brute de CHF 240 millions. Parmi les nombreux succès, citons les levées sur Pearl II, Amethis III, Transmission et croissance II et Privilège 2021.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se développer et de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle. Elle atteint, fin 2024, CHF 12 milliards d'actifs sous gestion.

Enfin, avec plus de CHF 4.8 milliards sous gestion, la plateforme de dette d'infrastructures BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) s'est considérablement renforcée. L'expansion géographique étant essentielle à la croissance de la plateforme au cours des prochaines années, des stratégies plus globales sont notamment à l'étude.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients. Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

En termes de projets, l'asset management continué de travailler sur des initiatives de développement au Vietnam (BIDV), posant les bases de la création de la première banque privée du pays, et en Arabie Saoudite sur la dette d'infrastructure. Enfin, le Groupe poursuit la préparation de la mise en œuvre de l'accord stratégique et l'acquisition de son activité d'asset servicing tiers par APEX Group.

France

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a ainsi enregistré en 2024 une collecte nette de EUR 2.5 milliards : EUR 1.7 milliard en Banque Privée et EUR 0.9 milliards en Asset Management.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent elles aussi d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe. A ce titre, l'activité en 2024 a poursuivi sa croissance grâce et le Groupe a renforcé ses positions face à ses concurrents, dans un marché en net retrait.

Les secteurs résilients et diversifiés, notamment la santé, l'industrie, les services B2B et les TMT (Telecom, Media & Technology) ont particulièrement suscité l'intérêt des investisseurs.

Monaco

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2024. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis de collecter plus de EUR 0.4 milliard et d'atteindre une masse sous gestion de près de EUR 16 milliards.

Luxembourg

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild (Europe) est restée soutenue avec une collecte de EUR 2.0 milliards dont EUR 0.5 milliard en Banque Privée et EUR 1.5 milliards en Asset Management.

L'activité auprès de clients privés a été très positive sur l'entité au Luxembourg et dans les succursales d'Espagne et du Portugal.

Dubaï

La nouvelle filiale du Groupe a réalisé en 2024 une collecte nette positive CHF 116 millions et elle a des perspectives de développement intéressantes pour les prochaines années. L'ensemble des opérations du Groupe sur la région Middle East, pilotées également depuis la Suisse, Monaco et le Luxembourg permettent de développer progressivement des synergies commerciales efficaces adaptées aux besoins des clients avec une collecte nette positive de près de CHF 0.6 milliards et des encours totaux de CHF 7 milliards.

Israël

Un an après l'arrivée d'un nouveau CEO et de nouveaux banquiers privés, Edmond de Rothschild (Israël) Ltd affiche en 2024 une collecte nette positive de CHF 63 millions.

Résultats Comptes consolidés

Les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année 2024 à CHF 184 milliards, en hausse de +13% par rapport à l'an dernier, grâce à la collecte nette positive de CHF 6.3 milliards, à la performance des marchés financiers et des effets de change favorables.

La collecte nette de l'année est tirée par la clientèle privée pour CHF 3.2 milliards et l'ensemble des gammes d'asset management pour CHF 3.1 milliards.

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale sur l'ensemble des géographies. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte d'incertitude économique et géopolitique.

Pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'Actifs Réels approche CHF 21 milliards sous gestion à fin 2024, portée par la contribution des 3 métiers qui la composent (dette d'infrastructure, Immobilier, Private Equity) malgré un environnement de taux d'intérêts encore élevés peu favorables au développement de ces expertises.

À CHF 1'061 millions, les revenus sont stables par rapport à l'an dernier. La hausse des commissions sur encours, portée par la progression des actifs sous a compensé la diminution des revenus d'intérêts, liés à la baisse des taux et des encours de liquidités déposés par les clients privés et institutionnels. Les commissions sur flux se sont maintenues à un niveau élevé sur l'ensemble des métiers. Signe d'une bonne qualité de gestion, les commissions de surperformance, contribuent pour CHF 18 millions en nette hausse par rapport à 2023.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de 6% pour s'établir à CHF 717 millions, comparé à CHF 677 millions en 2023.

Le résultat net des opérations d'intérêts a diminué de 9% pour atteindre CHF 194 millions, versus CHF 213 millions en 2023.

Le résultat des opérations de négoce est en baisse de 25%, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 118 millions, alors qu'il était de CHF 159 millions en 2023.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à plus de CHF 32 millions à comparer à CHF 13 millions lors de l'exercice précédent.

Le taux de marge brute induit est en retrait, en passant de 65 bps en 2023 à 60 bps, signe d'une bonne résilience des revenus malgré des effets de change défavorables.

À CHF 854 millions, les charges d'exploitation affichent une hausse de 4% sur l'année. Les frais de personnel augmentent de 5%, principalement sous l'effet du renforcement des équipes commerciales tandis que les autres frais progressent de 3% témoigne des investissements continus notamment en IT.

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 207 millions, en retrait de 15%.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 85 millions, au même niveau qu'en 2023.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 29 millions, comparées à CHF 8 millions en 2023. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles ainsi qu'une dotation exceptionnelle liée à la résolution d'un litige pour Edmond de Rothschild (Europe).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments conduisent à un résultat opérationnel de CHF 93 millions, contre CHF 150 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 40 millions en 2024, contre CHF 4 millions en 2023 : cette hausse est liée à la cession de l'un des immeubles détenus par le Groupe, dans le cadre du déménagement de l'ensemble des équipes basées à Genève sur un site unique. Les charges extraordinaires s'élèvent à près de CHF 10 millions et sont principalement composées de cessions et mise au rebut d'immobilisations.

Comme en 2023, aucun mouvement n'est intervenu en 2024 sur les réserves pour risques bancaires généraux.

Enfin, les impôts s'établissent à CHF 48 millions, comparés à CHF 52 millions en 2023.

Ces différents éléments conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 75 millions, contre 101 millions de CHF en 2023.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 16.6 milliards, comparé à CHF 16.4 milliards au 31 décembre 2023.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, s'établit à CHF 12 milliards en diminution de 4%.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 303 millions, comparées à CHF 256 millions en 2023.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 2.9 milliards, comparé à CHF 2.4 milliards en 2023, en hausse de 20%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 282 millions, comparés à CHF 293 millions en 2023.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 13.6 milliards, comparés à CHF 13.4 milliards en 2024. Ils représentent 82% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont stables par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 151 millions.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,4 milliard. Ils représentent 8.5% du total du bilan. Après distribution du dividende en 2024, ils se chiffreront à 1.3 milliard.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 19.7% à fin décembre 2024, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 460 millions.

Perspectives pour l'année 2025

Le début d'année 2025 est marqué par les premières orientations de la nouvelle administration américaine. L'ordre mondial tant géopolitique qu'économique pourrait être fortement remis en question.

Les milieux économiques et financiers ont à ce stade encore du mal à entrevoir une ligne claire, mais à court terme la zone Euro, le Royaume Uni ainsi que les pays voisins des Etats-Unis semblent être pénalisée au détriment de l'économie américaine et des BRICS. Dans ce contexte, les Banques Centrales vont devoir rester prudentes dans leur arbitrage entre le soutien à l'économie et la maîtrise de l'inflation.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie fondée sur l'idée que la richesse doit servir à construire demain et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions, associée à d'importants moyens de recherche et une stratégie d'innovation soutenue dans l'objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies bien identifiées, feuille de route ambitieuse pour nos investissements socialement responsables sur la période 2022-2025 et renforcement de nos gammes thématiques.

En matière de banque privée, Edmond de Rothschild a la volonté de renforcer sa position de référence. Parallèlement à des recrutements de banquiers, le Groupe va capitaliser sur la qualité de ses équipes pour continuer son processus d'innovation produit (mandat de Private Equity, accélération des club-deals, mandat thématique) et améliorer son expérience clients (notamment via la digitalisation et la force de son écosystème).

Enfin, l'enjeu de la digitalisation des entreprises demeure essentiel et l'ensemble du Groupe entend continuer à s'inscrire dans cette démarche.

Nous envisageons 2025 avec confiance compte tenu de la solidité du Groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés en 2024. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

Le Conseil d'Administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) SA,
Genève

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) SA et ses filiales (« le groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2024, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés ci-joints (pages 51 à 93) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels, des comptes consolidés et de nos rapports correspondants.

Notre opinion d'audit sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider le groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.



Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes consolidés ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener le groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et estimons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle à donner une présentation sincère.
- Nous planifions et réalisons l'audit des comptes consolidés afin de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés sur les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au Conseil d'administration ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.



Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Alex Astolfi
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Omar Grossi
Expert-réviseur agréé

Genève, le 31 mars 2025

Annexe :

- Comptes consolidés (bilan consolidé, compte de résultat consolidé, état des capitaux propres consolidés, tableau des flux de trésorerie consolidés et annexe)

PricewaterhouseCoopers SA, Avenue Giuseppe-Motta 50, 1202 Genève
Téléphone : +41 58 792 91 00, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre du réseau mondial PwC, un réseau de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

Bilan

consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2024	2023	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	19	527'688	503'216	24'472	4,9
Créances sur les banques	19	4'857'136	5'845'151	(988'015)	(16,9)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	280'000	175'140	104'860	59,9
Créances sur la clientèle	2,19	4'863'684	4'475'500	388'184	8,7
Créances hypothécaires	2,19	2'015'493	1'995'865	19'628	1,0
Opérations de négoce	3,19	92	-	92	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	303'262	255'722	47'540	18,6
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		-	-	-	-
Immobilisations financières	5,19	2'901'388	2'416'747	484'641	20,1
Comptes de régularisation		282'269	292'932	(10'663)	(3,6)
Participations non consolidées	6,7	14'327	15'773	(1'446)	(9,2)
Immobilisations corporelles	8	351'538	292'506	59'032	20,2
Valeurs immatérielles	9	78'658	104'126	(25'468)	(24,5)
Autres actifs	10	78'359	51'666	26'693	51,7
Total des actifs	11,20,21,23	16'553'894	16'424'344	129'550	0,8
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2024	2023	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	19	894'749	731'923	162'826	22,2
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	12'687'178	12'667'757	19'421	0,2
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	228'770	256'444	(27'674)	(10,8)
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	791'444	777'915	13'529	1,7
Comptes de régularisation		402'697	433'836	(31'139)	(7,2)
Autres passifs	10	82'115	97'989	(15'874)	(16,2)
Provisions	15	62'721	42'205	20'516	48,6
Réserves pour risques bancaires généraux		151'075	150'985	90	0,1
Capital social	16	58'694	58'694	-	-
Réserve issue du capital		502'391	502'391	-	-
Réserve issue du bénéfice		891'248	889'409	1'839	0,2
Réserve de change		(273'223)	(292'948)	19'725	(6,7)
Intérêts minoritaires au capital propre		(534)	6'322	(6'856)	-
Bénéfice consolidé de l'exercice		74'569	101'422	(26'853)	(26,5)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		5'567	(1'045)	6'612	-
Total des fonds propres		1'404'220	1'416'275	(12'055)	(0,9)
Total des passifs	20,23	16'553'894	16'424'344	129'550	0,8
Total des engagements subordonnés		19'765	19'446	319	1,6
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2,24	287'924	247'972	39'952	16,1
Engagements irrévocables	2	641'433	718'607	(77'174)	(10,7)
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	410'879	413'985	(3'106)	(0,8)

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2024	2023	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes	28	462'801	482'400	(19'599)	(4,1)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		630	613	17	2,8
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		67'590	38'996	28'594	73,3
Charges d'intérêts	28	(337'814)	(309'101)	(28'713)	9,3
Résultat brut des opérations d'intérêts		193'207	212'908	(19'701)	(9,3)
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	15	317	137	180	-
Résultat net des opérations d'intérêts		193'524	213'045	(19'521)	(9,2)
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		831'356	792'646	38'710	4,9
Produit des commissions sur les opérations de crédit		4'198	4'522	(324)	(7,2)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		83'844	77'153	6'691	8,7
Charges de commissions		(202'856)	(196'937)	(5'919)	3,0
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		716'542	677'384	39'158	5,8
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	118'484	158'573	(40'089)	(25,3)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		5'464	(4'715)	10'179	-
Produit des participations		5'502	3'105	2'397	77,2
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		4'285	1'915	2'370	123,8
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		1'217	1'190	27	2,3
Résultat des immeubles		487	373	114	30,6
Autres produits ordinaires		54'325	27'765	26'560	95,7
Autres charges ordinaires		(33'632)	(12'583)	(21'049)	167,3
Autres résultats ordinaires		32'146	13'945	18'201	130,5
Charges de personnel	29	(565'377)	(538'600)	(26'777)	5,0
Autres charges d'exploitation	30	(288'666)	(281'273)	(7'393)	2,6
Charges d'exploitation		(854'043)	(819'873)	(34'170)	4,2
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(84'771)	(84'978)	207	(0,2)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(29'150)	(7'672)	(21'478)	280,0
Résultat opérationnel		92'732	150'424	(57'693)	(38,4)
Produits extraordinaires	32	39'927	3'725	36'202	971,9
Charges extraordinaires	32	(9'515)	(352)	(9'163)	2'603,1
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	(90)	-	(90)	-
Impôts	35	(48'485)	(52'375)	3'890	(7,4)
Bénéfice consolidé de l'exercice	34	74'569	101'422	(26'854)	(26,5)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		5'567	(1'045)	6'612	-

État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Intérêts minoritaires au capital propre	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2024	58'694	502'391	889'409	150'985	(292'948)	6'322	101'422	1'416'275
Différences de change	-	-	-	-	19'725	(88)	-	19'637
Dividendes	-	-	(100'366)	-	-	(5'926)	-	(106'292)
Autres distributions	-	-	102'467	-	-	(1'045)	(101'422)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	90	-	-	-	90
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	(262)	-	-	203	-	(59)
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	74'569	74'569
Capitaux propres au 31 décembre 2024	58'694	502'391	891'248	151'075	(273'223)	(534)	74'569	1'404'220

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau des flux de trésorerie

consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	2024			2023		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de l'exercice	74'569	-		101'422	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	90	-		-	-	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	84'771	-		84'978	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	33'022	12'506		14'180	20'563	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	630	1'134		1'363	824	
Délimitations actives	-	16'030		3'667	-	
Délimitations passives	1	47'013		-	13'798	
Dividende de l'exercice précédent	-	100'366		-	75'128	
Solde	193'083	177'049	16'034	205'610	110'313	95'297
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Ecritures par les réserves	-	(13'652)		-	63'996	
Solde	-	(13'652)	13'652	-	63'996	(63'996)
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées	3'703	1'615		2'620	2'899	
Immeubles	20'555	28'268		-	10'896	
Autres immobilisations corporelles	1'874	105'852		23	72'377	
Valeurs immatérielles	466	1'227		1'620	1'172	
Différence de change	-	6'525		18'689	-	
Solde	26'598	143'487	(116'889)	22'952	87'344	(64'392)

	2024			2023		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	-	43'589		43'601	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	249'141		229'311	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	-		-	29'775	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	458'730	-		-	232'045	
Créances sur les banques	25'094	-		-	25'094	
Créances sur la clientèle	12'625	-		19'930	-	
Créances hypothécaires	-	15'552		361'042	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	-		82'980	-	
Immobilisations financières	-	110'154		356'084	-	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	206'415	-		122'927	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	268'562	-		-	3'600'791	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	27'674		-	949	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	445'201		374'136	-	
Créances sur les banques	962'921	-		1'945'153	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	104'860		-	138'211	
Créances sur la clientèle	-	400'305		774'301	539	
Créances hypothécaires	-	4'076		-	274'279	
Opération de négoce	-	92		211	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	47'540		-	71'462	
Immobilisations financières	-	374'487		-	84'953	
Solde	1'934'347	1'822'671	111'676	4'309'676	4'458'098	(148'422)
Etat des liquidités :						
Liquidités	-	24'472		181'513	-	
Solde	-	24'472	(24'472)	181'513	-	181'513
Total des sources et emplois de fonds	2'154'027	2'154'027		4'719'751	4'719'751	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 72 à 75).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'646 collaborateurs, comparés à 2'523 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › Fundament Stone GmbH, Berlin
- › Kennet VI Management (Luxembourg) Sàrl, Luxembourg
- › Ginkgo Management IV Sàrl, Luxembourg

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- › Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Ltd, Honk Kong
- › EdR UK PRS Carry GP LLP, Édimbourg
- › EdR UK PRS Club 1 GP LLP, Londres
- › Boscalt Global Hospitality Fund GP, Luxembourg
- › EdR Private Merchant Banking LLP, Londres
- › EdR REIM Fundament GmbH, Berlin
- › Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representacion Uruguay, Montevideo
- › EdR Euroopportunities Management Sàrl, Leudelange
- › Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, Londres

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

- Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50%), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49%), Amethis Advisory SAS (49%), TIIC Advisor SAS (49%), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49%), PEARL Advisory SAS (49%), SICIT, - Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44%), Ginkgo Advisor Limited, London (49%), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%), ERAAM SAS, Paris (34%), Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25%), EdR Dortmund Hiltropwall GP S.à r.l., Luxembourg (44%), Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris (49%), Elyan Partners SAS, Paris (49%), Hottinger & Co. Limited, Londres (42,5%), Fundament Stone GmbH, Berlin (49%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2024.

Modification des chiffres comparatifs

A des fins de comparaisons, des chiffres 2023 ont été revus sous l'annexe 8 - Présentation des immobilisations corporelles, sous l'annexe 9 - Présentation des valeurs immatérielles et sous l'annexe 25 - Répartition des opérations fiduciaires.

Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation. Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de conclusion.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres et des participations convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2024		2023	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	0,9412	0,9513	0,9260	0,9727
USD	0,9060	0,8790	0,8380	0,8996
GBP	1,1351	1,1234	1,0655	1,1178

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les créances sur la clientèle sont composées de crédits lombards garantis par des titres, alors que les créances hypothécaires sont couvertes par des gages hypothécaires. Par conséquent, aucune correction de valeur pour les créances non compromises n'est comptabilisée. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant. Aucune perte historique significative n'a été identifiée dans nos activités de crédit. Au cours de l'exercice, aucune provision pour risques inhérents de défaillance sur les créances non compromises n'a été comptabilisée.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisis dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, les titres de participation et les immeubles repris dans les opérations de crédit et destinés à la revente sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations détenues entre 20 et 50 % du capital social par le Groupe sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Les augmentations ou diminutions de valeur des participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence figurent sous "Investissements" ou respectivement sous "Désinvestissements".

Les participations majoritaires ainsi que les participations de moins de 20 % non essentielles à l'appréciation du patrimoine et des résultats du Groupe ou détenues temporairement sont évaluées selon le principe de la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private equity, de l'Immobilier, du Corporate finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le Groupe s'est doté en 2023 d'une cartographie des risques ESG, qui s'insère dans la méthodologie utilisée pour les autres risques de notre Politique des Risques : définition des catégories, estimations de tolérance, KRI associés, cotations déduites. Cette méthodologie confirme le Risk Assessment (cotation des risques) à Faible de notre risque global ESG (dans sa double matérialité). Par ailleurs, les risques extra-financiers identifiés pour le Groupe sont suivis et traités. Les informations relatives à ces risques sont présentées dans le rapport annuel de durabilité du Groupe. Celui-ci fournit les éléments clés sur les enjeux matériels, les objectifs et les progrès accomplis dans la gestion des risques extra-financiers.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité des Risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1^{er} niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Les données de risques et la production de rapports sur les risques font l'objet d'un contrôle qualité. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

Le **risque de liquidité** correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

Le **risque de crédit** représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantissements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

Les risques opérationnels sont définis à l'art. 89 OFR. On entend par là le risque de pertes financières résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus ou de systèmes internes, d'actions inappropriées de personnes ou d'erreurs qu'elles ont commises ou encore d'événements externes. Sont comprises les pertes financières qui peuvent découler des risques juridiques ou des risques de compliance. La gestion des risques opérationnels prend typiquement également en compte d'autres types de dommages, dans la mesure où ceux-ci peuvent aussi aboutir à des pertes financières. Les risques stratégiques en sont exclus.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe se dote d'un concept-cadre sur la gestion des risques opérationnels, selon la Circulaire FINMA 2023/1 « Risques et résilience opérationnels-banques », en vue de formaliser les principes communs retenus au niveau du Groupe et d'exercer leurs activités en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires nationales. Ce concept-cadre définit les différents éléments et principes qui constituent la Politique de gestion des risques opérationnels au niveau du Groupe. Il établit un dispositif de gestion des risques opérationnels en définissant les outils, approches, processus et responsabilités.

La gestion des risques opérationnels a pour objectif d'éviter que des risques opérationnels ne mettent en cause le bon fonctionnement du Groupe ou de ses entités. A ce titre, la gestion des risques opérationnels fait partie intégrante des fonctions de management et repose sur un dispositif basé sur l'identification et l'évaluation des risques, la gestion active des incidents opérationnels, la mise en place de plans d'actions et la communication de rapports.

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels, qui participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne du Groupe et collabore étroitement avec le service de contrôle interne

dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques (Comex) et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité Exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par le Groupe susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres au Groupe et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par le Groupe et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

Dans le cadre de la garantie de la résilience opérationnelle, la Banque identifie ses fonctions critiques et leurs tolérances aux interruptions. Elle prend les mesures pour garantir la résilience opérationnelle en tenant compte de scénarios graves, mais plausibles.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Dans le cadre de ses activités, le groupe Edmond de Rothschild recourt à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la réglementation applicable, en particulier la circulaire FINMA 2018/3, notamment s'agissant de la gestion du système bancaire, de certaines applications périphériques, de certains services informatiques, de l'infrastructure informatique de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe) ainsi que des fonctions de support de l'activité de banque dépositaire de fonds de Edmond de Rothschild (Europe). De même, la conservation et le back-office des titres de Edmond de Rothschild (France) ainsi que certaines autres activités sont externalisées. Enfin, Edmond de Rothschild (Monaco) externalise certains services d'investissement au sein du groupe Edmond de Rothschild (gestion discrétionnaire) et certains services de paiement (chèques) à des prestataires externes.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Elles le sont au plus tard tous les 5 ans voire 3 ans notamment pour les biens à l'étranger, les objets de rendement ou d'une valeur de plus de CHF 15 mios.

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont en général des crédits commerciaux ou des dépassements en compte de la clientèle.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation.

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2024.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Approbaton du rapport annuel

Le Conseil d'Administration a approuvé le présent rapport annuel en date du 19 mars 2025.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2024

2023

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	280'000	175'140
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	280'569	177'660
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	-	2'973
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	66'774	4'648'455	155'860	4'871'089
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	1'824'074	10'442	1'478	1'835'994
- immeubles commerciaux	179'499	-	-	179'499
- immeubles artisanaux et industriels	-	-	-	-
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2024	2'070'347	4'658'897	157'338	6'886'582
Total 2023	1'906'766	4'408'761	163'695	6'479'222
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2024	2'070'347	4'658'897	149'933	6'879'177
Total 2023	1'906'766	4'408'761	155'838	6'471'365

Hors bilan

Engagements conditionnels	-	286'996	928	287'924
Engagements irrévocables *	4'857	614'300	22'276	641'433
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	410'879	-	410'879
Total 2024	4'857	1'312'175	23'204	1'340'236
Total 2023	3'280	1'302'113	75'171	1'380'564

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Créances compromises				
Total 2024	28'209	20'804	7'405	7'405
Total 2023	25'789	17'946	7'843	7'857

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.41% du total des créances sur la clientèle et des créances hypothécaires au 31.12.2024 (0.40% au 31.12.2023)

* CHF 6.4 millions se rapportent à l'obligation de paiement de la banque envers Esisuisse dans le cadre des dépôts garantis, dont 50% sont collatéralisés, voir Note 11.

3 Répartition des opérations de négoce

Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	-	-
<i>dont cotés</i>	-	-
Titres de participation	92	-
Total des actifs	92	-
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Swaps	37'227	2'672	1'542'553	33'643	454	411'103
Options (OTC)	87	87	20'126	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	162'860	150'750	10'382'547	-	-	-
Options (OTC)	13'097	13'181	825'668	-	-	-
Titres de participation / indices						
Options (OTC)	56'348	61'626	495'789	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2024	269'619	228'316	13'266'683	33'643	454	411'103
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	269'619	228'316	13'266'683	33'643	454	411'103
Total 2023	212'763	256'443	13'207'599	42'959	1	380'318
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	212'763	256'443	13'207'599	42'959	1	380'318

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2024	303'262	228'770
Total 2023	255'722	256'444

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	202'807	100'455

	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	1'870'698	1'603'289	1'852'256	1'576'841
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	1'870'698	1'603'289	1'852'256	1'576'841
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	-	-	-	-
Titres de participation *	352'784	319'237	440'322	442'265
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	677'906	494'221	677'906	494'221
Immeubles	-	-	-	-
Total	2'901'388	2'416'747	2'970'484	2'513'327
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	576'096	509'744	-	-

* Les titres de participation comprennent pour 87.4 millions de francs suisses de parts de fonds de dettes infrastructures évalués selon la méthode de coût amorti (76.6 millions en 2023).

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation*
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	1'385'024	144'524	133'789	4'368	3'319	199'674

* dont CHF 50 millions émis par la Banque nationale suisse, CHF 51.4 millions par des états membres de l'Union européenne, CHF 82.1 millions par des banques multilatérales de développement reconnues par la Finma et CHF 3 millions par la Confédération suisse.

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Le Groupe utilise les notations de deux agences (Standard & Poor's et Moody's), exprimées selon la grille de notations de Standard & Poor's. Lorsque deux notations distinctes sont disponibles, la plus défavorable est retenue (pondération-risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse).

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2024	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises d'amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2024	Valeur de marché
En milliers de CHF									
6 Présentation des participations non consolidées									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	15'099	-	15'099	642	1'592	(3'665)	-	13'668	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	15'099	-	15'099	642	1'592	(3'665)	-	13'668	-
Autres participations	2'199	(1'525)	674	-	23	(38)	-	659	44'878
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	44'878
- sans valeur boursière	1'894	(1'525)	369	-	23	(38)	-	354	-
Total des participations non consolidées	17'298	(1'525)	15'773	642	1'615	(3'703)	-	14'327	44'878

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2024
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	58'694	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Rotomobil S.A., Genève	CHF	100	100	100	100	100	100	100	-
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	100	100	-	100
EdR REIM Holding S.A., Genève	CHF	3'300	3'300	60	60	60	60	60	-
Smart Estate Partners Sarl, Genève	CHF	20	20	31	31	51	51	-	51
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	32'380	31'500	100	100	100	100	97	3
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	83'076	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	13'900	100	100	100	100	100	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris	EUR	75	61	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74'534	74'534	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	-	12'675	-	100	-	100	-	-
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	13'387	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11'034	11'034	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15'000	15'000	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	900	250	60	60	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai	AED	59'909	59'909	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	-	14	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	250	250	100	100	100	100	-	100
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2024
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	7'035	100	100	100	100	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	6'040	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	-	31'688	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	5'501	5'501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	5'281	5'281	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	-	12	-	100	-	100	-	-
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	-	63
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Bridge Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	72	72	72	72	-	72
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	165	58	58	58	58	-	58
Edmond de Rothschild Private Equity Luxembourg S.A., Luxembourg	EUR	881	881	100	100	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg, fusion Amethis Group	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	2'923	2'077	100	100	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Luxembourg	EUR	14'660	14'660	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	66	66	66	66	-	66
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Amethis Group Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Amethis Fund II Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	100	100	-	100
Amethis Maghreb Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	29'558	33'131	98	98	98	98	-	98
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	78'178	74'301	99	99	99	99	-	99
Edmond de Rothschild Hospitality Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	12	99	51	51	51	51	-	51

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2024
Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100
Smart Estate Management 2 Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	51	51	51	51	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Direct Access GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management III S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management (UK) LLP, Luxembourg	GBP	-	-	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Real Estate Robin Sàrl, Luxembourg	EUR	300	48'285	97	97	97	97	97	-
EdR REIM (Europe) S.A., Luxembourg	EUR	1'300	1'300	60	60	100	100	-	100
Amethis Mena II GP, Luxembourg	EUR	13	13	48	48	94	94	-	94
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg	EUR	42'228	29'970	100	100	100	100	-	100
PeakBridge Growth II GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Pearl GP II Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Boscalt Global Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	-	12	-	51	-	100	-	-
Amethis Fund III Management Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100
EdRPE Infra TIIC GP III Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	51	50	51	51	-	51
Kennet VI Management (Luxembourg) Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
Ginkgo Management IV, Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
ERES IV GP SAS, Paris	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	93	93	93	93	90	3
EdR Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	27	27	60	60	100	100	-	100
EDR UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	-	60	-	100	-	-
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	60	60	100	100	-	100
Cording Residential Asset Management Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, London	GBP	-	-	-	60	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	60	60	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EdR Member Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2024
EdR Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Merlin Wharf Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDR UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	-	60	-	100	-	-
EdRRI UK Residential Investment GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
EdRRI UK Residential Investment Limited Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
EDRRI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI Kent Street Birmingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Perelis SAS, Paris	EUR	2'409	2'409	78	78	80	80	-	80
Edmond de Rothschild RED Carry SCSp, Luxembourg	EUR	-	-	40	40	67	67	-	67
EdR Residential Investment Fund UK III GP Sàrl, Amsterdam	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	-	-	60	60	100	100	-	100
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EdR Berlin Light Carry UG (haftungsbeschränkt) & Co.KG, London	EUR	2	2	40	48	67	67	-	67
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	-	100	-	100	-	-
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	directe	indirecte
		2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2024
Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Ginkgo Advisor Sàrl, Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	-	49
Etranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
Hottinger & Co. Limited, Londres	GBP	-	-	43	43	43	43	-	43
EdR REIM Fundament GmbH, Berlin	EUR	-	25	-	36	-	50	-	-
Fundament Stone GmbH, Berlin	EUR	25	-	48	-	49	-	-	49
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	50	44	44	44	44	-	44
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Luxembourg	EUR	275	275	49	49	49	49	-	49
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	49	49	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	49	49	49	49	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	100	49	49	49	49	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	146'667	25	25	25	25	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	-	34
ELYAN PARTNERS SAS, Paris	EUR	1	1	49	49	49	49	-	49
EdR Hiltropwall Dortmund GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	26	26	44	44	-	44
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	49	49	49	49	-	49
Amethis Advisory Europe SASU, Paris	EUR	1	1	49	48	49	49	-	49

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2024	Variations de change	Changements d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2024
En milliers de CHF									
8	Présentation des immobilisations corporelles								
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	193'362	(75'047)	118'315	3'349	244	19'142	(20'555)	(2'517)	117'978
Autres immeubles	21'383	(85)	21'298	253	-	9'126	-	-	30'677
Software acquis séparément ou développés à l'interne	461'444	(361'982)	99'462	232	28'428	77'001	(1'372)	(44'688)	159'063
Autres immobilisations corporelles	185'905	(132'474)	53'431	1'285	(28'672)	28'851	(502)	(10'573)	43'820
Total des immobilisations corporelles	862'094	(569'588)	292'506	5'119	-	134'120	(22'429)	(57'778)	351'538

	2024	2023	Variations (en %)
En milliers de CHF			
Engagement de leasing opérationnel hors bilan			
D'ici une année	17'399	18'214	-4.5
12 mois à 5 ans	97'817	52'838	85.1
> 5 ans	167'138	13'669	1'122.8
Total	282'354	84'720	233.3
Dont résiliable dans les 12 mois	132	25	428.0

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2024	Variations de change	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2024
En milliers de CHF								
9	Présentation des valeurs immatérielles							
Goodwill	259'010	(173'632)	85'378	394	-	(453)	(17'909)	67'410
Autres valeurs immatérielles	26'355	(7'607)	18'748	370	1'227	(13)	(9'084)	11'248
Total des valeurs immatérielles	285'365	(181'239)	104'126	764	1'227	(466)	(26'993)	78'658

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2024	2023	2024	2023
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	3'566	3'170	35'879	44'977
Impôts indirects	23'555	19'044	32'834	34'782
Impôts latents actifs	13'515	11'898	-	-
Garanties, cautions	11'570	11'360	-	-
Autres	26'153	6'194	13'402	18'230
Total	78'359	51'666	82'115	97'989

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2024		2023	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	4'041	-	1'001	-
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	16'408	16'408	25'051	25'051
Autres *	11'793	155	12'349	-

*Dont la moitié de l'obligation de paiement de la banque à l'égard d'Esisuisse pour un montant de 3.2 millions de francs (3.8 millions en 2023)

En milliers de CHF	2024	2023
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	29'341	16'104
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	131	3'365
Total	29'472	19'469

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2024, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2023)

Indications relatives aux plans de prévoyance

- a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors groupe Edmond de Rothschild (France)

	2024	2024	2023			2024	2023
	Excédent / (insuf fissance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2024	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Plans de prévoyance avec excédent (*)	48'589	-	-	-	(17'917)	(17'917)	(17'460)
Institutions de prévoyance sans actifs propres (*)	927	-	-	-	(4'934)	(4'934)	(5'403)
Total	49'516	-	-	-	(22'851)	(22'851)	(22'863)

(*) Les données 2024 sont basées sur les comptes non audités (derniers comptes audités : 31.12.23)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 102.8% et un excédent de couverture de CHF 17.1 millions au 31 décembre 2023. Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2024, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 108% (sur la base des comptes annuels 2024 non audités). Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2024 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 4% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2023, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

	2024	2024	2023		2024	2023
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2024	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(4'153)	(4'153)	(7'148)	2'995	(6'502)	(9'244)
Total	(4'153)	(4'153)	(7'148)	2'995	(6'502)	(9'244)

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projetés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 3.38% au 31 décembre 2024, contre 3.15% au 31 décembre 2023.

	2024	2023
Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière		
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	17'820	18'986
Ecart de conversion	293	(1'132)
Variation au cours de l'exercice	588	(34)
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	18'700	17'820
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	24'968	23'899
Ecart de conversion	437	(1'550)
Variation au cours de l'exercice	(2'551)	2'619
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	22'854	24'968
(Insuffisances) / excédents de couverture	(4'153)	(7'148)
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")	-	-
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique corrections de valeurs et provisions	(4'153)	(7'148)
Pertes actuarielles non reconnues	-	-

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable au 31 décembre 2024	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
En milliers de CHF								
14	Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours							
		2'118	565	1'553	-	-	-	-
		2'494	-	2'494	-	-	-	-
		767'067	54'016	133'373	76'416	79'885	105'883	317'492
	6,48%	19'765	-	-	-	-	-	19'765
	Total	791'444	54'581	137'420	76'416	79'885	105'883	337'257

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2024, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

	Etat au 1er janvier 2024	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2024
En milliers de CHF								
15	Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations							
	12'734	-	-	402	-	-	(289)	12'847
	7'148	(26)	-	150	-	371	(3'490)	4'153
	5'457	(1'963)	98	82	-	3'637	(762)	6'549
	4'075	(1'942)	-	87	-	-	-	2'220
	12'791	(3'334)	(98)	(46)	-	29'014	(1'375)	36'952
	42'205	(7'265)	-	675	-	33'022	(5'916)	62'721
	150'985	-	-	-	-	90	-	151'075
	7'857	(420)	-	337	52	630	(1'051)	7'405
	7'857	(420)	-	337	52	630	(1'051)	7'405

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. A ce titre le Groupe a constitué une dotation de CHF 23.5 millions en 2024. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
16 Capital social			
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694	-
Total	58'694	58'694	-

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel »

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2024	2023	2024	2023
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	14'159	8'879	15'151	45'885
Sociétés du groupe	7'382	6'160	2'166	1'639
Sociétés liées	645	252	6'619	9'827
Affaires d'organes	9'837	9'858	1'796	1'493
Autres parties liées	67'186	56'658	1'037	756
Total	99'209	81'807	26'769	59'600

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les autres parties liées se composent de parties (physique ou morale) qui d'une manière directe ou indirecte, exercent une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du groupe. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	527'688	-	-	-	-	-	527'688
Créances sur les banques	1'093'322	3'436'121	327'690	3	-	-	4'857'136
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	280'000	-	-	-	280'000
Créances sur la clientèle	-	2'593'710	1'005'432	746'736	323'061	194'745	4'863'684
Créances hypothécaires	33'646	227'944	62'588	115'857	573'884	1'001'574	2'015'493
Opérations de négoce	92	-	-	-	-	-	92
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	303'262	-	-	-	-	-	303'262
Immobilisations financières	1'004'898	-	372'528	519'814	790'057	214'091	2'901'388
Total 2024	2'962'908	6'257'775	2'048'238	1'382'410	1'687'002	1'410'410	15'748'743
Total 2023	2'496'665	7'725'834	1'393'857	1'041'560	1'546'790	1'462'635	15'667'341
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	879'237	-	-	15'500	12	-	894'749
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	5'693'562	509'594	5'204'436	1'263'105	16'481	-	12'687'178
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	228'770	-	-	-	-	-	228'770
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	677	-	33'758	20'146	399'605	337'257	791'444
Total 2024	6'802'246	509'594	5'238'194	1'298'751	416'098	337'257	14'602'141
Total 2023	6'296'227	428'265	4'938'989	2'183'202	464'349	123'007	14'434'039

En milliers de CHF	2024			2023		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	415'894	111'794	527'688	385'610	117'606	503'216
Créances sur les banques	734'709	4'122'427	4'857'136	498'564	5'346'587	5'845'151
Créances résultant d'opérations de financement de titres	280'000	-	280'000	175'140	-	175'140
Créances sur la clientèle	426'425	4'437'259	4'863'684	387'024	4'088'476	4'475'500
Créances hypothécaires	318'606	1'696'887	2'015'493	315'271	1'680'594	1'995'865
Opérations de négoce	-	92	92	-	-	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	67'740	235'522	303'262	63'956	191'766	255'722
Immobilisations financières	826'462	2'074'926	2'901'388	720'431	1'696'316	2'416'747
Comptes de régularisation	60'278	221'991	282'269	41'692	251'240	292'932
Participations non consolidées	549	13'778	14'327	816	14'957	15'773
Immobilisations corporelles	106'683	244'855	351'538	79'723	212'783	292'506
Valeurs immatérielles	2'507	76'151	78'658	60'113	44'013	104'126
Autres actifs	14'513	63'846	78'359	14'357	37'309	51'666
Total des actifs	3'254'366	13'299'528	16'553'894	2'742'697	13'681'647	16'424'344
Passifs						
Engagements envers les banques	444'213	450'536	894'749	522'618	209'305	731'923
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	702'905	11'984'273	12'687'178	734'928	11'932'829	12'667'757
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	14'863	213'907	228'770	34'019	222'425	256'444
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	791'444	791'444	-	777'915	777'915
Comptes de régularisation	82'092	320'606	402'697	76'835	357'001	433'836
Autres passifs	40'825	41'290	82'115	47'524	50'465	97'989
Provisions	2'205	60'516	62'721	1'684	40'521	42'205
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'920	151'075	123'155	27'830	150'985
Capital social	58'694	-	58'694	58'694	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	502'391	502'391	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	775'420	115'828	891'248	747'251	142'158	889'409
Réserve de change	(28'018)	(245'205)	(273'223)	(27'491)	(265'457)	(292'948)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	3'649	(4'183)	(534)	3'661	2'661	6'322
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	120'376	(45'807)	74'569	87'209	14'213	101'422
Total des passifs	2'842'770	13'711'125	16'553'894	2'912'478	13'511'866	16'424'344

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2024		2023	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	3'254'366	19,7	2'742'697	16,7
Autres Europe	11'375'019	68,7	11'971'856	72,9
Amérique du Nord	578'381	3,5	507'738	3,1
Amérique du Sud	54'874	0,3	34'984	0,2
Asie, Australie, Océanie	793'408	4,8	643'254	3,9
Caraïbes	317'801	1,9	368'809	2,3
Afrique, Moyen-Orient	180'045	1,1	155'006	0,9
Total des actifs	16'553'894	100,0	16'424'344	100,0

En milliers de CHF	2024		2023	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)				
Actifs				
1 & 2	11'910'517	97,5	12'177'171	97,2
3	66'816	0,6	47'263	0,4
4	92'017	0,8	98'996	0,8
5	8'309	0,1	8'699	0,1
6	35'665	0,3	22'092	0,2
7	58'362	0,5	52'241	0,4
sans notation	41'881	0,3	119'025	1,0
Total	12'213'567	100,0	12'525'487	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

23 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	414'861	112'615	167	45	527'688
Créances sur les banques	68'330	3'980'530	501'867	306'409	4'857'136
Créances résultant d'opérations de financement de titres	280'000	-	-	-	280'000
Créances sur la clientèle	595'064	3'611'553	528'213	128'854	4'863'684
Créances hypothécaires	318'606	1'521'257	-	175'630	2'015'493
Opérations de négoce	-	-	92	-	92
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	65'838	105'013	116'901	15'510	303'262
Immobilisations financières	250'186	993'712	977'038	680'452	2'901'388
Comptes de régularisation	49'116	207'138	12'295	13'720	282'269
Participations non consolidées	773	5'651	-	7'903	14'327
Immobilisations corporelles	106'683	208'762	-	36'093	351'538
Valeurs immatérielles	2'507	69'006	-	7'145	78'658
Autres actifs	12'414	63'177	350	2'418	78'359
Total des actifs bilantaires	2'164'378	10'878'414	2'136'923	1'374'179	16'553'894
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'622'293	2'425'782	5'385'133	1'775'007	11'208'215
Total des actifs 2024	3'786'671	13'304'196	7'522'056	3'149'186	27'762'109
Total des actifs 2023	3'252'492	13'685'086	6'931'366	2'437'255	26'306'199

Passifs

Engagements envers les banques	123'537	453'439	226'587	91'186	894'749
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	706'117	6'440'461	3'741'349	1'799'251	12'687'178
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	54'799	52'747	110'437	10'787	228'770
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	753'335	38'109	-	791'444
Comptes de régularisation	82'175	295'624	12'515	12'383	402'697
Autres passifs	7'668	61'505	4'191	8'751	82'115
Provisions	2'205	55'786	-	4'730	62'721
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'920	-	-	151'075
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	-	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	(134'219)	952'628	(124)	72'963	891'248
Réserve de change	(28'018)	(240'886)	3	(4'322)	(273'223)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	3'649	(947)	(121)	(3'115)	(534)
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	120'375	(28'239)	94	(17'661)	74'569
Total des passifs bilantaires	1'622'528	8'823'373	4'133'040	1'974'953	16'553'894
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'199'830	4'479'350	3'358'662	1'170'373	11'208'215
Total des passifs 2024	3'822'358	13'302'723	7'491'702	3'145'326	27'762'109
Position nette par devise	(35'687)	1'473	30'354	3'860	-
Total des passifs 2023	3'291'615	13'683'100	6'909'663	2'421'821	26'306'199

Informations relatives au hors bilan

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	286'305	246'239	16,3
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'619	1'733	(6,6)
Total des engagements conditionnels	287'924	247'972	16,1
Total des créances éventuelles	-	-	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions sous les provisions au passif du bilan.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
25 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	3'082'921	2'869'408	7,4
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	139	276	(49,6)
Total	3'083'060	2'869'684	7,4

26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution**a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	61'711'365	57'294'448	7,7
Avoirs sous mandat de gestion	32'570'497	30'187'293	7,9
Autres avoirs administrés	89'515'139	75'909'458	17,9
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)	183'797'001	163'391'199	12,5
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>11'851'048</i>	<i>10'490'698</i>	<i>13,0</i>

b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux	163'391'199	157'790'983	3,5
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>6'267'452</i>	<i>9'875'573</i>	-
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>14'376'745</i>	<i>(4'109'655)</i>	-
<i>+/- autres effets</i>	<i>(238'395)</i>	<i>(165'702)</i>	-
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	183'797'001	163'391'199	12,5

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

En 2023, les apports / retraits se décomposent en CHF 11.6 milliards de collecte nette sur nos métiers cœurs et d'un transfert d'une ligne de titres très peu margée pour un client pour CHF 1.7 milliard.

Les autres effets en 2024 et 2023 comprennent des éléments non récurrents en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles.

Informations relatives au compte de résultat

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	42'422	41'770	1,6
Opérations de négoce pour compte propre	76'062	116'803	(34,9)
Total du résultat de négoce	118'484	158'573	(25,3)
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	6'915	1'993	247,0
Titres de participation (y c. les fonds)	9'719	9'112	6,7
Devises	93'341	99'754	(6,4)
Matières premières / métaux précieux	2'374	(280)	(947,9)
Autres opérations de négoce	6'135	47'994	-
Total du résultat de négoce	118'484	158'573	(25,3)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"			

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

Intérêts négatifs			
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(160)	(33)	384,8
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	95	116	(18,1)

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
29 Charges de personnel			
Appointements	(431'226)	(408'917)	5,5
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(111'237)	(108'755)	2,3
Prestations sociales :	(118'274)	(116'264)	1,7
<i>dont contributions sociales légales</i>	(88'921)	(84'157)	5,7
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	(29'353)	(32'107)	(8,6)
Autres charges de personnel	(15'877)	(13'419)	18,3
Total	(565'377)	(538'600)	5,0

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
30 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(47'234)	(44'702)	5,7
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(95'739)	(86'910)	10,2
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(2'325)	(2'136)	8,8
Honoraires de la société d'audit	(5'914)	(4'891)	20,9
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(4'619)	(3'827)	20,7
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(1'295)	(1'064)	21,7
Honoraires	(93'687)	(94'470)	(0,8)
Autres charges d'exploitation	(43'767)	(48'164)	(9,1)
Total	(288'666)	(281'273)	2,6

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(29'150)	(7'672)	280,0

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux. Voir sous la **note 15**.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	39'927	3'725	971,9
Charges extraordinaires	(9'515)	(352)	2'603,1
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(90)	-	-

En 2024, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 2.1 millions, de produits de cession d'immobilisations corporelles pour CHF 37.2 millions et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation.

Les charges extraordinaires comprennent des frais liés à une opération capitalistique en cours pour CHF 7.7 millions, des cessions d'immobilisations corporelles pour CHF 1.7 million, des moins-values de cession de participations pour CHF 0.1 million et d'autres charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

En 2023, les produits extraordinaires résultent de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent des cessions d'immobilisations corporelles.

En milliers de CHF

2024

2023

Variation %

33	Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
	Participations non consolidées	-	-	-
	Immobilisations corporelles			
	- immeubles	(2'517)	(2'962)	(15,0)
	- software acquis séparément ou développés à l'interne	(44'688)	(51'743)	(13,6)
	- mobilier, matériel, équipement	(10'573)	(9'842)	7,4
	Valeurs immatérielles	(26'993)	(20'431)	32,1
	Total	(84'771)	(84'978)	(0,2)

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique

		2024			2023		
En milliers de CHF		Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
34	Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
	Produit des intérêts et des escomptes	113'212	349'589	462'801	118'489	363'911	482'400
	Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	102	528	630	7	606	613
	Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	49'154	18'436	67'590	41'258	(2'262)	38'996
	Charges d'intérêts	(2'642)	(335'172)	(337'814)	(3'141)	(305'960)	(309'101)
	Résultat net des opérations d'intérêts	159'826	33'381	193'207	156'613	56'295	212'908
	Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	79	238	317	(9)	146	137
	Résultat net des opérations d'intérêts	159'905	33'619	193'524	156'604	56'441	213'045
	Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	214'966	616'390	831'356	201'131	591'515	792'646
	Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'847	1'351	4'198	2'363	2'159	4'522
	Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	7'534	76'310	83'844	5'045	72'108	77'153
	Charges de commissions	(22'926)	(179'930)	(202'856)	(22'986)	(173'951)	(196'937)
	Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	202'421	514'121	716'542	185'553	491'831	677'384
	Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	58'283	60'201	118'484	50'694	107'879	158'573
	Résultat des aliénations d'immobilisations financières	1'433	4'031	5'464	941	(5'656)	(4'715)
	Produit des participations	1'696	3'806	5'502	1'964	1'141	3'105
	<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	483	3'802	4'285	775	1'140	1'915
	<i>dont des autres participations non consolidées</i>	1'213	4	1'217	1'189	1	1'190
	Résultat des immeubles	132	355	487	142	231	373
	Autres produits ordinaires	36'746	17'579	54'325	7'504	20'261	27'765
	Autres charges ordinaires	(29'843)	(3'789)	(33'632)	(431)	(12'152)	(12'583)
	Autres résultats ordinaires	10'164	21'982	32'146	10'120	3'825	13'945
	Charges de personnel	(214'021)	(351'356)	(565'377)	(193'912)	(344'688)	(538'600)
	Autres charges d'exploitation	(97'244)	(191'422)	(288'666)	(88'140)	(193'133)	(281'273)
	Charges d'exploitation	(311'265)	(542'778)	(854'043)	(282'052)	(537'821)	(819'873)
	Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(25'921)	(58'850)	(84'771)	(26'382)	(58'596)	(84'978)
	Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(1'837)	(27'313)	(29'150)	(1'107)	(6'565)	(7'672)
	Résultat opérationnel	91'750	982	92'732	93'430	56'994	150'424
	Produits extraordinaires	37'711	2'216	39'927	387	3'338	3'725
	Charges extraordinaires	(1'474)	(8'041)	(9'515)	(299)	(53)	(352)
	Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-	(90)	(90)	-	-	-
	Impôts	(7'611)	(40'874)	(48'485)	(6'309)	(46'066)	(52'375)
	Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	120'376	(45'807)	74'569	87'209	14'213	101'422

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2024	2023	Variation %
35 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(50'143)	(52'949)	(5,3)
Impôts différés	1'658	574	188,9
Total	(48'485)	(52'375)	(7,4)
Taux d'imposition moyen	52,3%	34,8%	50,2

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

Le taux d'impôt moyen de 2024 découle du fait que certaines sociétés du Groupe ont enregistré des pertes reportables, sans qu'aucun actif d'impôt latent y relatif n'ait été comptabilisé.

En milliers de CHF	2024	2023	Variations (en %)
Déficits fiscaux reportables			
Espagne	3'159	2'798	13
Émirats Arabes Unis	10'097	7'185	41
France	9'946	6'834	46
Israël	1'284	1'292	(1)
Luxembourg	34'858	31'724	10
Portugal	1'387	3'280	(58)
Royaume-Uni	16'570	10'476	58
Suisse	1'242	1'201	3
Total	78'543	64'791	21

L'analyse des juridictions éligibles aux règles transitoires « Safe Harbour » du rapport Pays par Pays pour l'exercice 2024 montre que le Groupe respecte au moins l'un des trois critères dans la plupart des pays où il est présent. À l'exception du Portugal, qui ne remplit aucun des trois tests requis par ces règles. Toutefois, nos estimations indiquent qu'aucun impôt supplémentaire ne sera exigé au Portugal pour 2024, en raison des pertes enregistrées dans cette juridiction.

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

GENÈVE

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rue de Hesse 18 - 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11

Succursales

FRIBOURG

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg
Place de la Gare 5 - 1700 Fribourg
T. +41 26 347 24 24

LAUSANNE

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne
Avenue Agassiz 2 - 1002 Lausanne
T. +41 21 318 88 88

LUGANO

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale di Lugano
Via Ginevra 2 - 6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00

Agence

ZURICH

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 11 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11

Filiales en Suisse

Edmond de Rothschild REIM
(Suisse) S.A.
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Edmond de Rothschild REIM
(Suisse) S.A.
Schweizergasse 20 - 8001 Zurich
T. +41 44 251 48 10

Filiales et bureaux à l'étranger

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH
Anna-Louisa-Karsch-Strasse 3
10178 Berlin
T. +49 30 374 36 38-20

Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH
Global Tower
Neue Mainzer Strasse 32-36
60311 Frankfurt-am-Main
T. +49 69 743 03 88-0

ÉMIRATS ARABES UNIS

Edmond de Rothschild (Middle East)
Ltd.
ICD Brookfield Place, Level 31, Unit L31.09
Dubai International Financial Centre
P.O. Box 506938
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 329 21 42

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office
The Maze Tower-902
Trade Centre Second
Sheikh Zayed Road
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 346 53 88

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild
Private Equity (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Edmond de Rothschild REIM
(France) S.A.S.
24-26 rue de la Pépinière
75008 Paris
T. +33 9 78 25 06 02

ISRAËL

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20 Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00

LUXEMBOURG

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild
Private Equity S.A.
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Edmond de Rothschild
Private Equity Luxembourg S.A.
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 22 08

MONACO

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00

Edmond de Rothschild
Gestion (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14

PAYS-BAS

Edmond de Rothschild REIM
(Benelux) BV
Gustav Mahlerplein 121-123
1082 MS Amsterdam
T. +31 20 575 50 80

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild (UK) Limited
Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited
Edmond de Rothschild
Capital Holdings Limited
4, Carlton Gardens
St. James's
London SW1Y 5AB
T. +44 20 7845 5900

Edmond de Rothschild REIM
(UK) Limited
18, Savile Row
London W1S 3PW
T. +44 20 3206 7910

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

LUXEMBOURG
Edmond de Rothschild (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Filiales

LUXEMBOURG
Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 37 92 03

Edmond de Rothschild
Asset Management (Luxembourg)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Société en joint-venture

JAPON
Edmond de Rothschild
Nikko Co., Ltd
3-3-1, Marunouchi, Shintokyo Bld. 3F,
Chiyoda-ku, Tokyo #100-0005
T. +81 3 3283-3535

Succursales à l'étranger

BELGIQUE
Agence principale de Bruxelles
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Avenue Louise 235 - Lobby A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57

Agence d'Anvers
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11

Agence de Gand
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Kortrijksesteenweg 48 - Bus 4
9830 St-Martens-Latem
T. +32 475 60 07 42

ESPAGNE
Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00

Agence de Barcelone
Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Avda. Diagonal 618, 9^a
08021 Barcelona
T. +34 93 823 34 09

ITALIE
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale in Italia
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200

PORTUGAL
Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal em Portugal
Rua Dom Pedro V 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Agences en France

BORDEAUX

Edmond de Rothschild (France)
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66

LILLE

Edmond de Rothschild (France)
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00

LYON

Edmond de Rothschild (France)
27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25

MARSEILLE

Edmond de Rothschild (France)
165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80

NANTES

Edmond de Rothschild (France)
20, rue de la Contrescarpe
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00

NICE

Edmond de Rothschild (France)
Air Promenade
470, Promenade des Anglais
06200 Nice
T. +33 4 91 29 97 26

STRASBOURG

Edmond de Rothschild (France)
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00

TOULOUSE

Edmond de Rothschild (France)
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00

Filiales en France

PARIS

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Edmond de Rothschild

Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 36 15

Edmond de Rothschild

Assurances et Conseils (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00

Filiales à l'étranger

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland
Global Tower
Neue Mainzer Strasse 32-36
60311 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200

CHINE

Zhonghai Fund Management Co Ltd.
29F Shidaijinrong Center 68
Yincheng Middle Road Pudong
200120 Shanghai

ESPAGNE

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited
4, Carlton Gardens
London SW1 5AA
T. +44 20 7845 5900

